

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME
DE
LA FÉODALITÉ RUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 17 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Mademoiselle Sophie BAUMSTEIN

Président : M. ESMEIN, professeur.

*Suffragants : { MM. LARNAUDE, professeur.
CHÉNON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME
DE
LA FÉODALITÉ RUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

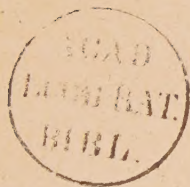
Le mardi 17 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Mademoiselle Sophie BAUMSTEIN

Président : M. ESMEIN, professeur.

*Suffragants : { MM. LARNAUDE, professeur.
CHÉNON, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

A LA MEMOIRE
DE MES CHERS PÈRE ET MERE

A MA CHÈRE AMIE

MADemoiselle VERA SCHULTZ



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Les institutions juridiques sont créées non pas tant par le génie particulier de telle ou telle nation ou de telle ou telle race que par les nécessités de la vie; elles peuvent être les mêmes chez des peuples de sang différent et à des siècles de distance.

M. KOVALEVSKY, *Institutions politiques de la Russie.*

La structure sociale de la Russie du moyen âge peut-elle être considérée comme féodale? Autrement dit, la Russie a-t-elle passé par les mêmes étapes sociales que les pays de l'Europe occidentale, ou bien son développement a-t-il suivi une autre marche, tout à fait originale, où les principes de la féodalité ne se retrouvent pas?

Voilà la question qui, il y a une soixantaine d'années, était très débattue par les historiens russes.

Les uns, qu'on appelait les slavophiles, préconisant tout ce qui était national, soutenaient que la desti-

née du peuple russe est tout à fait originale : en effet, disaient-ils, dans son évolution historique, il a passé directement du régime patriarcal ou communal à celui de l'unité politique, sans avoir franchi l'étape intermédiaire de la féodalité. Imbus de la philosophie de Hegel, ils défendaient une thèse organiste : cette originalité du peuple russe, qui lui permettait, à l'instar d'autre peuples d'élite, de remplir une tâche spéciale.

D'après Khomiakov, le peuple russe a sa vie propre, ses bases historiques différentes de celles des autres peuples et forme ainsi une étape nouvelle dans l'ensemble de l'évolution universelle.

Kiréevsky reporte l'originalité du peuple russe à la naissance même de son histoire. Les institutions des autres peuples de l'Europe féodale ont été déterminées par une conquête : au contraire, en Russie, bien que les Varègues aient mis la main sur le pouvoir, ils ont procédé de façon pacifique. D'autre part, tandis qu'en Occident, la règle était la propriété individuelle, le trait caractéristique du peuple russe, comme des peuples slaves en général, est le régime patrimonial, la vie en communauté. « Quiconque se figure l'ancienne société russe, dit Kiréevsky, n'y voit ni châteaux forts, ni vilains qui l'entourent, ni vassaux nobles, ni roi luttant avec eux. On y remarque une quantité infinie de petites communes, distribuées sur toute l'étendue de la terre russe, ayant chacune, sous des conditions déterminées, son ré-

gisseur et formant une petite union, une petite universalité ; ces petites universalités ou unions se fusionnent avec d'autres, plus grandes..., avec des unions provinciales, enfin avec celles des différents peuples slaves : il se forme alors une grande union générale de toute la terre russe (1). »

De même, Aksakov dit : « La commune fut toujours la base de la structure sociale russe. »

Les autres, les occidentaux, comme on les appelait, obéissant à une tendance contraire, trouvaient que la Russie était en retard sur tous les pays de l'Europe occidentale et voulaient propager les idées de cette dernière. Ils ont émis au début la même opinion en ce qui concerne le régime social : l'originalité de la Russie du moyen âge.

Kavéline indique une différence notable entre les peuples germaniques et le peuple russe : les premiers ont de bonne heure développé leur individualité, l'autre a conservé longtemps, jusqu'à Pierre le Grand, son régime patriarcal. Comme ses adversaires, il relève aussi l'évolution originale du peuple russe. Mais à la différence de ces derniers, il affirme que, malgré la diversité de leurs caractères, ils tendent tous à la même fin, au même idéal, et que le peuple

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Féodalité dans l'ancienne Russie* (1907), p. 2-3. KIRÉEVSKY. *Œuvres*, t. II, p. 261, 266, 275, 276.

russe, à partir de l'époque de Pierre le Grand, est déjà entré dans cette voie commune. C'est la réforme de Pierre le Grand, due à des influences étrangères, qui a émancipé l'individu.

Cependant, Kavéline parle d'une féodalité qui aurait existé dans l'ancienne Russie. Mais il la considère non comme inhérente à l'évolution du peuple, mais comme introduite par les « konungs » varègues et leur « drougina », institution analogue au *comitatus*. Ils ont importé : 1° le nouveau système de succession qui dévoluait au « knias » (prince) les biens du smerd (paysan) après sa mort ; 2° le nouveau système d'administration très dispendieux pour le peuple ; 3° la « vira » (wergeld) en composition pour les peines capitales. M. Kaveline signale à cette époque le caractère patrimonial de l'État, le caractère belliqueux du knias et le lien contractuel qui unit le knias à sa « drougina ». Mais, fidèle à sa théorie de l'évolution originale du peuple russe, il considère ce régime comme un accident. « Le régime féodal, dit-il, ne pouvait pas s'enraciner dans le terrain russe, il disparut avec les Varègues et le principe familial reprit le dessus : Iaroslav est un prince qui s'était déjà assimilé aux Slaves. »

Les autres « occidentaux », Soloviev, Granovsky, Tchitchérine, vont plus loin encore. Ils admettent le régime patriarcal aux débuts de l'histoire du peuple russe. Mais au lieu de l'envisager comme une diver-

gence, ils y voient une analogie avec la structure sociale primitive des peuples germaniques. D'après M. Soloviev, le régime patriarcal russe, analogue à celui des peuples germaniques commence à se désagréger avec l'immigration des Varègues, cependant qu'une institution identique, analogue au comitatus germanique s'établit à côté de lui. C'est la période héroïque du peuple russe. Or, par suite des conditions géographiques différentes de ceux de l'Europe occidentale, cette institution ne pouvait engendrer ensuite la féodalité : ces compagnons, comme toute la population russe, conserva longtemps son caractère errant. Et tout comme Kavéline, Soloviev voit, avec l'avènement au trône de Pierre le Grand, l'orientation radicale de la Russie vers l'Occident.

Néanmoins, dans l'ancienne Russie, Soloviev découvre certaines institutions de la féodalité, notamment : 1° « le zakladnitchestvo », analogue au patronage, qu'il considère comme une institution essentiellement féodale, et les « zakladchiki » ou les « recommandés », comme des vassaux ; 2° le bénéfice ou le « pomestié ». C'est à partir de l'époque moscovite que les anciens compagnons du prince, qu'il envisage « le knias », prennent des habitudes sédentaires, deviennent des propriétaires agraires et perdent peu à peu leur caractère militaire.

Tchitchérine relève aussi une analogie frappante entre les institutions de la Russie moscovite et celles de l'Europe féodale : la patrimonialité de l'État

et la disparition de la puissance publique, le démembrement de la souveraineté, la hiérarchie sociale basée sur des relations privées. « Ainsi, dit-il, s'y établissait la même hiérarchie de propriétaires fonciers que dans le monde féodal à l'Occident. Au sommet, était le knias, le propriétaire souverain, puis venait le « boyarine » qui jouissait des droits de juridiction et de fisc ; puis, le monastère qui disposait de sa terre, comme de sa propriété libre ; plus bas figurait le « fils du boyarine » (boyarine d'un rang inférieur) qui jouissait de la terre à condition de service ; enfin, le paysan qui payait la redevance pour son droit d'en jouir. Donc, sur la même terre se trouvaient superposés les droits de toute une hiérarchie de personnes, qui toutes la tenaient l'une de l'autre (1). » Quant à la « boyartchtina », cette institution n'était pas identique à la vassalité : le lien qui unissait les boyars au knias manquait de stabilité et ce fut la principale cause de fermeté des rapports privés à l'Occident et de leur faiblesse complète chez nous.

La théorie de l'école occidentale, qui a eu beaucoup de vogue en son temps, a été reprise tout récemment par un jeune savant, M. Pavlov-Silvansky qui s'est rallié à la doctrine de l'existence de la féodalité russe dans une série d'ouvrages remarquables, intitulés :

1. TCHITCHÉRIE. *Études sur l'histoire du droit russe*, 1859, p. 84.

Recommandation et patronage ; Hommes du service royal (« Origine de la noblesse ») ; Immunité dans la Russie de la période des apanages ; Rapports féodaux dans la Russie dite des apanages ; Féodalité dans l'ancienne Russie.

Ce problème nous intéresse particulièrement pour deux raisons : d'une part, au point de vue de l'histoire du droit : la question de la féodalité russe n'étant pas encore tranchée, sans prétendre de la résoudre, nous nous proposerons seulement de l'étudier, en exposant comparativement le régime du moyen âge des autres pays de l'Europe occidentale.

D'autre part, le problème de la féodalité russe évoque une autre question, non moins intéressante, du domaine de la philosophie du droit, à savoir : s'il existe, dans le monde social, comme dans le monde organique, sinon une identité complète, ainsi que le prétend Herbert Spencer, du moins des lois d'évolution ou lois naturelles, qui président à la formation, au développement et à la destruction des sociétés et déterminent avec une fatalité absolue la marche que vont prendre ces dernières dans des conditions données. Or, le régime social que traversent tous les peuples primitifs à une certaine époque de leur évolution peut être invoqué à l'appui de cette hypothèse. Il s'agit de savoir, si à l'avenir ils suivront des voies parallèles. M. Esmein répond à cette question :

« La féodalité est une forme d'organisation sociale et politique qui, au moyen âge, s'est établie non seulement en France, mais dans toute l'Europe occidentale. C'est, d'ailleurs, un type qui se reproduit dans d'autres pays et à d'autres époques. Il a existé une féodalité mulsumane, originale et puissante. Une féodalité très développée a vécu au Japon pendant des siècles; son abolition, aujourd'hui complète, n'a commencé qu'après 1867. La Chine a anciennement connu le régime féodal. Il semble que c'est là un des types généraux d'après lesquels les sociétés humaines tendent à se constituer spontanément dans des milieux déterminés (1). »

Un passage de la *Grande Encyclopédie* confirme cette opinion: « Cette forme de société et de gouvernement s'est produite en d'autres pays et à d'autres époques : en Chine, au Japon, dans l'Égypte ancienne, dans l'Empire Byzantin, dans l'Empire Turc, au Mexique, elle a régné pendant de longs siècles; elle subsiste encore actuellement dans l'Abyssinie et chez les Havas de Madagascar, dans la Polynésie et dans quelques parties de la Nouvelle-Calédonie. Le régime féodal est donc comme la démocratie despotique ou comme la démocratie républicaine, un des types généraux d'après lesquels les sociétés humaines

1. ESMEIN. *Cours d'histoire du droit français*, 1901, II^e partie, p. 175.

tendent à se constituer spontanément dans des milieux et sous des conditions déterminées (1) ».

Il convient d'établir maintenant les caractères essentiels du régime féodal et d'examiner ensuite le régime de la Russie du moyen âge. Cette étude faite, nous formulerons des conclusions relativement à cette question de savoir: si le régime médiéval russe peut être considéré comme féodal.

Par conséquent, notre sujet sera divisé en trois parties :

- 1° Les caractères essentiels de la féodalité.
- 2° La Russie du moyen âge au point de vue économique, politique et social.
- 3° Le problème de la féodalité russe.

1. *La Grande Encyclopédie*, T. 17, p. 121.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ROLE DE LA TERRE DANS LE RÉGIME FÉODAL

M. Kovalevsky voit dans chaque domaine médiéval une unité économique et, par suite, un élément constitutif du régime féodal (1).

Fustel de Coulanges, bien qu'appartenant à l'école romaniste, attribue une influence considérable à l'élément sociologique : « Les institutions sociales et politiques, dit-il, dépendent de la manière dont le sol est occupé (2). »

C'est justement « cette manière dont le sol est oc-

1. KOVALEVSKY. *Évolution économique de l'Europe jusqu'au régime capitaliste.*

2. FUSTEL DE COULANGES. *Histoire des institutions politiques en France. Les origines du système féodal*, p. 83.

cupé » qui est le point de départ de toute organisation féodale.

D'une part, à ce degré de civilisation où l'État ne présente aucune garantie pour l'individu, la puissance publique faisant défaut, les cultivateurs, les artisans, et autres personnes recherchent la protection d'un riche et puissant propriétaire foncier et la concession d'un lopin de terre en échange de leur travail. Chaque domaine renferme ainsi dans son sein tous les éléments de main-d'œuvre nécessaires pour assurer sa subsistance.

D'autre part, l'anarchie sociale met à la merci du hasard la vie et les biens des individus, qui sont obligés de se défendre à main armée : d'où l'impossibilité d'entretenir des relations régulières.

Pour ces deux raisons, l'industrie et le commerce demeurent à l'état embryonnaire.

Voilà pourquoi l'agriculture se trouve être presque l'unique richesse. Celui qui possède des terres en tire profit et considération. Il exerce sur la vie politique une influence proportionnelle à l'étendue de son domaine. Celui qui n'a rien n'est rien et sa seule ressource est de solliciter la protection d'un riche propriétaire foncier.

Mais à la féodalité correspond une « manière particulière d'occuper le sol ».

La terre ne constitue pas une propriété collective, comme dans le régime patriarcal : elle n'appartient

pas non plus à des individus qui en aient la pleine et libre disposition. Elle appartient bien à des individus, mais ce n'est qu'à certaines conditions et pour un temps plus ou moins long. C'est une tenure perpétuelle ou à longue durée, dont le type par excellence est le fief. Ceci veut dire, d'une part, que le tenancier d'un domaine n'en a que la jouissance et n'exerce sur lui qu'un droit analogue à celui d'un fermier. C'est une concession limitée et conditionnelle. Elle est limitée en ce que son titulaire n'a pas une véritable propriété : il n'a reçu que le « domaine utile » et le concédant a retenu par devers lui l'autre avantage constitutif de la propriété, à savoir « le domaine direct » ou « éminent », qui compte dans son patrimoine. Ce dernier est à son tour concessionnaire d'un plus riche encore et la filière se poursuit jusqu'au roi, qui se trouve au sommet de cette hiérarchie terrienne et n'est, à tout prendre, que le plus grand des propriétaires fonciers. Au fur et à mesure que se développe le régime féodal, la propriété allodiale libre et absolue devient de plus en plus rare.

D'autre part, c'est une concession constitutionnelle : chacun des titulaires ne jouit de la terre qu'à charge de fournir certaines prestations en argent ou en nature et certains services ; s'il n'y satisfait point, le concédant peut reprendre sa terre.

Le droit du concessionnaire n'est que viager, et après sa mort fait retour au concédant. Même quand

son droit devient héréditaire, il reste toujours limité. Le concessionnaire peut bien le transmettre à ses héritiers naturels, mais sans pouvoir le léguer à d'autres, ni le vendre.

L'accord qui intervient ici entre les deux parties est un contrat synallagmatique, un contrat réel (*propter rem*). L'un des contractants donne la terre en jouissance, l'autre s'engage à des services ou à des prestations d'argent.

C'est précisément ce régime du sol qui est à la base de toutes les relations sociales ; il est la source des liens contractuels qui commandent toutes les autres particularités de l'organisation féodale et caractérisent sa physionomie.

La terre étant l'unique richesse, celui qui la possède détient le pouvoir. Il répartit les services fonciers entre les personnes de toute condition qui vivent sur son domaine. Quant à lui, il prend l'épée et entre dans la lice, puisque sous ce régime anarchique et brutal, la force armée est le seul moyen de défendre ses biens et d'en conquérir d'autres. Il était donc dans la logique du système que l'aristocratie terrienne fût en même temps militaire.

La propriété terrienne, seule richesse à cette époque, conférait à son possesseur une influence plus ou moins considérable sur la vie politique ; par là même, elle était la source des inégalités sociales. Celui qui ne possédait pas ou ne possédait qu'à titre inférieur

occupait aussi un rang inférieur dans la hiérarchie sociale, était grevé d'une foule de servitudes et exposé à tous les abus. Ainsi, c'était le titre en vertu duquel la personne tenait la terre qui déterminait sa condition sociale.

Tel était, dans ses traits généraux, le rôle que jouait la terre sous le régime féodal. Mais il présentait d'autres caractères encore que nous nous proposons maintenant d'exposer.

CHAPITRE II

LES CARACTÈRES ESSENTIELS DE LA FÉODALITÉ

Roth dans son ouvrage *Feudalitæt und Unterthanenverband* indique comme caractères essentiels de la féodalité : la vassalité, la concession de bénéfices et le seniorat (1).

1° La vassalité comprend, comme le dit Roth, « un devoir spécial envers le roi » ou seigneur. Le lien qui intervient ici est basé sur un contrat personnel. Les uns, les vassaux, se recommandent au roi ou aux autres seigneurs par un serment de fidélité. Les autres, roi ou seigneurs, leur promettent la protection. Ce lien est ferme, formé pour toute la vie, à

1. PAUL ROTH. *Feudalitæt und Unterthanenverband*. Weimar, 1863, p. 31. « Das Féodalwesen beruht wesentlich auf drei Verhältnissen, die hæufig aber nicht notwendig zusammen treffen : der besonderen Dienstpflicht gegen den K nig (Verhältniss der Königlichen Vassi), der Verleihung von Beneficien und der daurnden Abhängigkeit des Freien von andern Freien (Seniorat). »

moins de cause grave de dissolution. Les vassaux promettent aide et conseil à leur seigneur, constituent son armée, son conseil et sa cour de justice.

2° Le bénéfice, dans le sens large du mot, désigne toute concession gracieuse et par la même tout bien-fait. Mais, dans un sens restreint, il s'entend d'une concession gratuite de la terre faite par un seigneur à son vassal. Au début, cette concession était volontaire et faite postérieurement à la prestation du serment et au contrat personnel qui en résultait. Mais par la suite, le bénéfice est devenu l'élément essentiel du lien de vassalité et par là même le contrat lui-même est devenu réel. Ce bénéfice est le point de départ de toute organisation féodale. La concession n'était que limitée et conditionnelle. Elle ne conférait au titulaire qu'un droit viager et personnel sans pouvoir de disposition. En outre elle n'était faite qu'à charge de certains services (l'aide et conseil) envers le seigneur. D'abord viagère, cette concession est devenue héréditaire dans la suite, mais elle conserva toujours dans le régime féodal son caractère limité et conditionnel.

3° Le seniorat ou la souveraineté exercée par une catégorie d'hommes libres sur d'autres hommes libres. Comme on ne conçoit pas encore la notion d'État, la souveraineté est considérée comme faisant partie, ainsi que les autres biens, du patrimoine du roi. Il la concède en tout ou en partie aux grands proprié-
tai-

res fonciers, à ses officiers et à ses vassaux. Cette concession était d'abord temporaire, elle est devenue viagère, puis héréditaire.

Roth étudie les traits de la féodalité au cours de l'évolution de cette dernière. M. Esmein, en examinant la féodalité déjà constituée définitivement, considère les caractères signalés par Roth comme des prodromes de celle-ci, à savoir : la vassalité, l'appropriation des fonctions publiques, la transformation de la propriété foncière, les chartes d'immunités et la formation des juridictions privées (1). Il reprend : « Ses éléments constitutifs (de la féodalité) sont au nombre de deux : 1° le groupement féodal ; 2° la seigneurie. »

1° Le groupement féodal a pour base le fief : « D'après l'opinion communément admise, dit M. Esmein, le fief est l'âme du groupe féodal. Il est « résulté de la jonction de deux institutions carlovin-
« giennes, le bénéfice et la vassalité, qui, naturelle-
« ment avaient eux-mêmes leurs origines antérieu-
« res, mais qui ne se dégageaient nettement avec
« leurs caractères désormais distinctifs que dans le
« cours du VIII^e siècle. Unies en fait au IX^e siècle, en
« ce sens que le roi ou le seigneur n'accordaient de
« bénéfices qu'à ceux qui étaient entrés dans leur vas-

1. ESMEIN, *Cours d'histoire du droit français*, 1901, p. 120 et 175.

« salité, elles furent unies en droit dans un développement postérieur, aux x^e et xi^e siècles, la concession du bénéfice supposant désormais juridiquement la vassalité et servant de cause à celle-ci : le fief par là était créé (1). »

Le contrat qui intervenait ainsi entre le seigneur et le vassal était personnel en même temps que réel : l'un, le vassal, promettait la fidélité et l'accomplissement de certains services ; l'autre, le seigneur, lui concédait la terre et le prenait sous sa protection. Les services que devait le vassal à son seigneur sont au nombre de trois : il s'oblige à combattre pour son seigneur, à l'aider de ses conseils et à entrer dans sa cour de justice.

Ce seigneur a encore d'autres vassaux au même titre qui constituent tous ensemble son armée, son conseil de gouvernement et sa cour de justice. Cette association forme un groupe féodal « l'âme même de la société féodale... un petit État muni d'un gouvernement propre et capable d'accomplir toutes les fonctions essentielles de l'État (2). »

En bas de cette société se trouvent d'autres personnes qui par leur travail et leurs redevances pourvoient aux besoins économiques du groupe entier.

1. ESMEIN. « Nouvelles théories sur les origines féodales. » *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1897, t. 18, p. 527.

2. ESMEIN. *Cours d'histoire du droit français*, 1901, p. 177.

Mais au point de vue politique, ils jouent un rôle secondaire et subordonné. Ils n'ont de rapports qu'avec le seigneur ou son vassal dont ils tiennent directement la terre à titre de tenanciers et à charge de redevances et autres prestations.

« Le groupe féodal est organisé pour se suffire à lui-même ; cependant il n'est pas nécessairement isolé dans la société féodale ; régulièrement il ne doit pas l'être (1). » Il fait partie d'un autre groupe dont le seigneur est plus riche que le premier, et on remonte ainsi par une série continue jusqu'au roi, qui est le seigneur le plus puissant, ne reconnaît pas de supérieur et ne tient ses droits de personne.

2° Le second élément constitutif de la féodalité est la seigneurie. « La seigneurie n'est pas autre chose que la souveraineté, ou un démembrement de la souveraineté qui a passé dans la propriété privée, dans le patrimoine de certains individus... Tantôt par suite de concessions émanant du pouvoir royal lui-même... tantôt s'exerçant sur un certain territoire (elle) a été rattachée comme une qualité ou un appendice à certaines propriétés foncières avec lesquelles elle se possède et se transmet, tantôt elle constitue une propriété distincte ayant une existence propre (2). »

1. ESMEIN. *Cours d'histoire du droit français*, 1901, p. 178.

2. ESMEIN. *Cours d'histoire du droit français*, 1901, p. 180.

Les attributions essentielles de la souveraineté qui ont été ainsi concédées, sont la juridiction et la perception des impôts. Mais toutes les seigneuries ne comportaient pas les mêmes droits. Certaines n'ont que le droit de fisc, certaines autres ont en plus la justice, et cette dernière aussi à des degrés différents.

En outre, ces droits souverains peuvent être exercés en dehors de toute concession de terre, en vertu d'une charge publique donnée à titre de bénéfice.

DEUXIÈME PARTIE

Nous abordons la seconde partie de notre travail, consacrée à l'examen de la structure économique, sociale et politique de la Russie du moyen âge. Mais avant de l'analyser, il est nécessaire de s'arrêter un moment sur la première période de l'histoire de la Russie, sur son ancien régime, car c'est à cette époque que nous voyons se former les germes de la féodalité et c'est à cette époque que Kavéline fait remonter l'existence d'un lien de vassalité entre le « knias » (prince) et ses compagnons d'armes, « drougina ».

« Ce qui nous fait supposer l'existence du système féodal au temps des Varègues-Russes, dit Kavéline, c'est l'organisation de la « drougina ». Le cortège qui suivait Riourik était formé de compagnons et non de sujets. Si on ne le voit pas au temps de Riourik, on le remarque sous ses successeurs. La « drougina » prend un engagement avec le knias, lui prête le serment, lui fait part de ses griefs contre lui. Le knias

l'estime beaucoup, lui donne une partie du butin, et nous n'avons aucun prétexte de supposer qu'il agit ainsi par pure générosité. Au contraire, il est évident qu'avec ses compagnons le knias avait des relations contractuelles, et non basées sur les principes de la puissance publique qui n'apparaît que dans la suite... Il n'y avait pas en Russie un seul knias, mais plusieurs qui étaient probablement vassaux du grand knias, chef de la « drougina » immigrée, c'est ce que confirment des traités qui parlent des knias qui sont sous la main du grand knias de Kiew « in mancipio » (1). »

Voilà encore un passage de Kavéline relatif à cette question : « Le système féodal importé par les Varègues-Rouss n'avait pas un caractère nettement juridique ; il n'avait pas réussi à se développer et, de personnel qu'il était, se transformer en territorial (2). »

Insistons donc un moment sur l'ancien régime de la Russie, dite de la Russie de Kiev.

Section I

PREMIÈRE PÉRIODE. LA RUSSIE DE KIEV

Le caractère distinctif de la première période de la Russie est la puissance des grandes villes commer-

1. KAVÉLINE. *Œuvres*, 1897, p. 163-167.

2. KAVÉLINE. *id.*, p. 165.

ciales. Dans chacun des grands districts, appelé « volost » (district), il y avait un grand centre à la fois administratif, économique et politique.

Le noyau russe, du VII^e au XII^e siècle, se trouvait concentré dans les bassins du Dniepr et du Volchov. Le Dniepr, en effet, dans sa partie supérieure et dans son cours moyen, ainsi que le Volchov sur toute sa longueur, constituaient d'excellentes artères fluviales et réunissaient toutes les conditions favorables au développement précoce du commerce avec l'étranger. Ces deux voies établissaient facilement les communications avec les pays scandinaves au nord, avec l'Empire grec au sud et avec la Perse à l'est. De bonne heure des villes commerçantes se fondèrent dans ces parages, et on y rencontrait partout des étrangers : Normands, Grecs, Arabes (1).

« Un écrivain arabe du IX^e siècle, Khordadbé, dit
« M. Klioutchevsky, contemporain du knias Riourik,
« signale que les commerçants russes apportent leurs
« marchandises des endroits les plus éloignés de leurs
« pays vers la mer Noire où l'empereur byzantin leur
« prend la dime (l'impôt sur la vente). Les mêmes
« marchandises par le Don et la Volga se dirigent
« ensuite sur la capitale des kosars dont le suzerain
« prélève sur eux également la dime; puis ils gagnent
« la mer Caspienne, en atteignent la côte sud-est et

1. SERGUEVITCH, *Cours de l'histoire du droit russe*, p. 30

« pénètrent jusqu'à Bagdad, où ils apportent leurs
« marchandises sur des chameaux et où Khordadbé
« les a vus. Ce témoignage est d'autant plus impor-
« tant, qu'il remonte à l'année 876, c'est-à-dire à une
« vingtaine d'années avant la date où l'annaliste
« place l'appel du knias Riourik et de ses compa-
« gnons. »

Les deux conséquences économiques de la colonisation des rives du Dniepr et de ses affluents par des Slaves russes sont donc d'après M. Klioutchevsky : 1^o le développement du commerce extérieur russe avec les pays méridionaux et l'Orient par les mers Noire et Caspienne, ainsi que les exploitations forestières créées par ce commerce ; 2^o l'apparition des villes avec leurs régions commerciales et industrielles. Ces deux phénomènes se rapportent au VIII^e siècle (1).

Cependant ce commerce était encore primitif. C'était la plupart du temps un simple échange de produits naturels, que le peuple russe prélevait annuellement sur les peuplades tributaires de la même race ou d'une autre origine. Les transactions portaient ordinairement sur le miel, la cire, les fourrures et les esclaves (2).

L'intérieur du pays n'était presque pas développé, on y vivait dans la plus grande simplicité, et chacun

1. KLIOUTCHESVYK. *Cours de l'histoire du droit*, t. I, p. 146.

2. ROJKOV, *Villes et villages dans l'histoire russe*, p. 5.

trouvait sa subsistance dans les produits de son travail.

L'agriculture n'avait pris que très peu d'extension et passait après la chasse, la pêche et l'élevage. Parmi les vastes territoires inoccupés et incultes, chaque union de quelques familles (obtehtina) choisissait un terrain propre à la culture. Elle l'entourait, le lottissait et attribuait ensuite un lot à chacune des familles pour sa jouissance particulière, tandis que les bois et prairies restaient indivis.

Nous lisons dans M. Rojkov : « Jusqu'au XII^e siècle
« existait l'occupation libre du sol consistant en ce que
« les habitants d'un district, « volost », occupaient un
« certain territoire assez vaste, temporairement, dans
« la plupart des cas pendant une année. Chaque fa-
« mille désignait son lot par des entailles sur des
« arbres, et personne tant qu'elle le détenait ne pou-
« vait s'en emparer. Le premier code russe « Rous-
« skaia Pravda » considère cette « volost » ou « verve »
« comme une unité territoriale. »

Dès que le rendement du terrain devenait insuffisant, l'union se transportait sur un autre et y recommençait les opérations déjà décrites.

C'est à partir du X^e siècle, que la propriété individuelle se fait jour et engendre l'inégalité économique.

La terre, alors en abondance, ne constituait pas la richesse du moment. L'unique richesse était le bétail, et il y avait des propriétaires qui le comptaient

par milliers de têtes, dont nous avons les témoignages dans les annales. Le premier code russe « Rous-skaia Pravda » parle du vil prix du bétail en ce moment (1).

Cet état économique fut le point de départ de toute l'organisation politique et sociale.

Au point de vue social, il n'y avait pas d'autre distinction que celle qui existait entre les libres (lioudi) et les esclaves (rabi, holopi) privés de tout droit privé et politique. Ces derniers étaient ordinairement des prisonniers de guerre ou des débiteurs insolvables. Les chroniques étrangères constatent que chez les Slaves russes ils étaient petit nombre et recouvraient facilement leur liberté. « On les considérait comme membres cadets de la famille et on les affranchissait au bout d'un temps bref (2). »

Cela s'explique par l'état économique du pays : la chasse et la pêche étant les principales occupations, la main-d'œuvre servile était superflue. Et c'est justement pourquoi nous ne les voyons que sur les domaines des chefs des petits États slaves ou chez de riches propriétaires fonciers et commerçants qui les employaient à la culture de la terre.

Quant aux hommes libres, on les distinguait plu-

1. РОЖКОР. *Villes et villages dans l'histoire russe*, p. 6. 10.

2. СОЛОВЬЕВ. *Histoire de la Russie dès l'époque ancienne*, t. I, p. 62.

tôt par la profession que par la condition sociale.

Les Slaves russes avant l'arrivée des Varègues avaient le régime patrimonial : « Chacun vivait avec ses gens, dans ses propres lieux et l'administrait », dit le chroniqueur (1).

Cependant dans la première période la famille primitive commençait à faire brèche. Elle est devenue intermédiaire entre celle du régime patriarcal et celle d'aujourd'hui. Elle se composait de descendants et collatéraux. « Anciennement, dit M. Kliou-
« tchevsky le lien familial reposait sur deux bases :
« sur la puissance du chef de famille (*gens*) et sur
« l'indivisibilité du bien. Le culte des ancêtres amal-
« gamait ces deux fondements. Mais la puissance
« du chef ne pouvait pas s'exercer avec la même ef-
« ficacité sur toutes les familles de la même souche
« établies à des grandes distances au milieu de forêts
« et de marécages. C'est le chef de la famille, le maî-
« tre de la « cour » qui devait remplacer le chef de la
« gens. En même temps le caractère de l'exploita-
« tion forestière et agricole fondée dans la région
« du Dniepr ruinait la conception sur l'indivisibi-
« lité de la propriété familiale (de la *gens*). C'est par
« les efforts de la famille individuelle, « cour », qu'on
« appropriait la forêt à l'exploitation, c'est toujours
« par le labour de la famille individuelle qu'on dé-

1. *Recueil des annales russes*, t. 4. — SOLOVIEV, *id.*, p. 49.

« frichait les champs ; ces forêts et ces champs de
« vaient de bonne heure acquérir le caractère de
« bien familial. Dans le domaine du droit, dans les
« relations pratiques de la vie quotidienne le lien
« juridique obligatoire entre les membres de la gens
« se désagrégeait de plus en plus.

«.... Dans l'organisation privée de la vie sociale
« l'ancienne « cour » russe est une famille composée
« du chef de famille, de sa femme, de ses frères,
« sœurs et neveux indivis. Cette famille est une
« forme de transition de la famille antique « gens »
« à la famille contemporaine ; elle correspondait à
« l'ancienne familia romaine (1). »

Quant à l'organisation, le centre administratif, économique et politique d'une grande région appelée « volost », « oblast » (district), était la ville, la cité. C'était comme la capitale d'un petit État et le district tirait son nom de celui de la ville. Il y en avait beaucoup dans l'ancienne Russie : Kiev, Novgorod, Smolensk, Tchernigov, etc. (2). Chacune n'était qu'une grande foire, où les produits affluaient de toutes parts, de toute la région des pays contigus et des peuplades tributaires de la cité, qui payaient leurs

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, p. 135.

2. VLADIMIRSKY-BOUDANOV. *Aperçu de l'histoire du droit russe*, 1888, p. 13. — KLIOUTCHEVSKY. *Cours de l'histoire du droit russe*, t. I, p. 177.

contributions en produits bruts (miel, cire, fourrures) et en esclaves. Ces produits, les commerçants de la ville les transportaient par caravanes dans les pays étrangers sous la conduite et la protection du knias et de sa « drougina ».

La ville avait en même temps un caractère militaire (1). Il y en avait beaucoup dans l'ancienne Russie. Chacune avait un chef militaire à sa tête, appelé « tissiatsky ». Au début, cette fonction était élective. Plus tard c'était le knias qui choisissait le « tissiatsky » parmi ses compagnons, « drougina » (2). Chaque ville était partagée en dix centaines, chacune appelée « sotnia », dont le chef était le « sotsky ». Enfin chaque centaine se subdivisait en dix dizaines (desiatok) avec un chef, le « desiatsky ».

Le gouvernement était pour ainsi dire démocratique. La souveraineté résidait dans l'assemblée du peuple, appelée « vetché », qui se réunissait dans la ville du district et à laquelle pouvait prendre part tout homme libre, ou plutôt les chefs de familles (*gens*). Ils prenaient les engagements non seulement en leur nom propre, mais aussi au nom de leurs enfants, qu'ils représentaient. A côté des habitants des villes, ceux des faubourgs et des villages prenaient aussi une part active à la direction des affaires publiques.

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, tome I, p. 194.

2. SOLOVIEV. *Histoire de la Russie*, t. I, p. 225.

La règle pour l'adoption d'une décision était l'unanimité (1). En cas de divergence, chose inévitable, c'était par la force brutale que les uns imposaient leur volonté aux autres. La décision de la ville principale était obligatoire pour le district tout entier.

A la tête du gouvernement, était un conseil des anciens, un sénat, appelé « sovet stareichines » et composé des plus anciens chefs des familles les plus estimées qui administraient le pays (2).

En outre chaque peuplade avait un roi, appelé « knias » ; ses fonctions étaient principalement militaires. Le mot « knias » (genitor) signifiait l'ancien de la gens, le patriarche. Que les anciens des familles avant l'arrivée des Varègues se soient appelés ainsi, nous en avons le témoignage dans la chronique : Kiy (le fondateur de Kiev, l'ancien de la gens) régnait « kniajacha » dans sa gens. L'ancien, le knias, est élu par l'assemblée de tous les membres de la gens (3).

Ces peuplades slaves, entourées d'autres peuples étrangers, étaient souvent vaincues par eux et réduites à l'état de tributaires. Le peuple voisin qui avait avec elles le plus de rapports soit bienveillants, soit hostiles était celui des Normands, appelé « Variagues »

1. KOVALEWSKY. *Institutions politiques de la Russie*, p. 20. — SERGUIEVITCH. *Cours de l'histoire du droit russe*, p. 144.

2. VLADIMIRSKY-BOUDANOV, *l. c.*, p. 47.

3. SOLOVIEV, p. 50 et 55.

ou colporteurs. Ils n'étaient pas sans affinité avec les pirates qui dévastaient, du temps de Charlemagne, les côtes de l'Europe occidentale (1). Tel fut le premier régime de la Russie.

Un changement s'opéra, d'après les chroniqueurs, avec les graves perturbations qui se produisirent dans la famille ancienne. Ces désordres déterminèrent l'assemblée du peuple, le « vetché », à envoyer des délégués au peuple voisin, celui des Normands, avec mission de leur offrir un sceptre et de vastes territoires.

Trois frères nordmans vinrent alors avec leurs compagnons s'établir dans les pays slaves de la Russie et se les partagèrent entre eux. L'un d'eux, Riourik, après la mort de ses frères, réunit sous sa domination leurs royaumes, étendit peu à peu son pouvoir sur les peuplades voisines et inaugura l'ancienne dynastie russe.

M. Klioutchevsky distingue deux étapes dans cette histoire : celle du louage de service, puis celle de l'usurpation de pouvoir (2).

En effet, maintes fois, les peuplades russes avaient enrôlé des mercenaires chez les Normands pour défendre leur pays et accompagner leurs caravanes. Un jour, ces troupes normandes ayant à leur tête les chefs, appelés « konung », « knias » se sont emparés du pouvoir.

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, tome I, p. 151.

2. KLIOUTCHEVSKY, *id.*, p. 166.

Mais l'événement susdit n'a rien changé à l'ordre de choses préexistant. Le « knias » et ses compagnons, « drougina », ne se sont pas substitués aux institutions indigènes, ils s'y sont simplement superposés. Ils ont formé une classe supérieure, la noblesse, à laquelle s'est adjointe ensuite la classe des riches propriétaires indigènes.

Le « knias » et ses compagnons, sa « drougina », n'étaient au début que les plus gros commerçants. Avec les commerçants indigènes, ils se rendaient en caravanes dans les pays étrangers, principalement dans l'empire grec. Ils échangeaient ordinairement du miel, de la cire, des fourrures et des esclaves contre des produits confectionnés et des articles de luxe.

Constantin, l'empereur byzantin, décrit dans son ouvrage « Sur l'administration de l'Empire », d'une façon pittoresque, les relations commerciales de la Russie avec l'empire byzantin. Au commencement de l'hiver, dit-il, le knias russe avec sa drougina se dirigent vers les peuplades slaves assujetties au knias, pour y prélever le tribut, qui consistait presque exclusivement en produits naturels dont le pays abondait : fourrure, miel, cire. Tout l'hiver passait à cette occupation. Au printemps le knias et sa « drougina » revenaient à Kiev avec le tribut perçu. Alors, on préparait des barques, on les remplissait d'objets perçus et sous la protection de marchands armés on se di-

rigeait par le Dniepr et la mer Noire dans l'empire byzantin.

M. Rojkov note deux faits importants : d'une part, que le commerce se faisait par la classe sociale supérieure : le « knias », la « drougina » et quelques marchands les plus notables. Le peuple n'y prenait pas part, il fournissait seulement le tribut servant à ce but, et d'autre part, que ce commerce était alimenté exclusivement par les produits résultant des contributions, qu'on échangeait contre des objets de luxe (1).

Dé bonne heure les knias ont compris le rôle que jouait la ville de Kiev dans ce commerce. Elle était déjà tombée aux mains des chefs nordmans, Askold et Dire, quand la dynastie de Riourik la conquiert et y établit sa capitale. Peu à peu, de cette ville, ils étendirent leur pouvoir sur d'autres peuples slaves et réalisèrent ainsi l'unification du pays. La région circonvoisine (volost), appelée « Rous », a communiqué son nom, paraît-il, à l'État tout entier, appelé anciennement « Rous ». C'était cette ville avec son district « Kievskaja oblast » qui fut pendant toute la première période la cause des querelles entre les knias.

Mais le « knias » et ses compagnons, sa « drougina », n'étaient pas seulement des commerçants. Leur rôle principal était de défendre le pays contre

1. РОЖКОВ. *Ville et village russe*, p. 6.

les agressions du dehors (1) et c'était surtout de leur butin qu'ils vivaient au début.

Quant à l'administration, pendant longtemps elle est restée la même qu'avant l'appel adressé aux Normands. Le conseil des anciens (sovet stareichines) eut jusqu'au x^e siècle une grande influence, et le roi n'entreprenait aucune affaire importante sans le consulter d'abord. C'était en présence de ce conseil que Vladimir le Saint, voulant se convertir, donna audience aux missionnaires ; c'est sur la décision de celui-ci, qu'il envoya des délégués dans le pays natal de ces missionnaires examiner sur les lieux la façon dont chacun de ces peuples glorifiait son Dieu ; c'est enfin sur son conseil qu'il reçut le baptême et le fit donner à son peuple.

L'assemblée du peuple, « vetché », fonctionna aussi jusqu'à la fin de la première période, et quand l'institution du conseil des anciens tomba en désuétude, ses membres devinrent les représentants du peuple. Cette assemblée jouait un rôle prépondérant dans le choix parmi les divers prétendants d'un successeur au trône de Kiev.

Pour comprendre cette influence, il faut exposer le système de succession au trône qui s'établit peu à peu en Russie. Il s'explique par l'ancien régime familial

1. VLADIMIRSKY-BOUDANOV. *Aperçu de l'histoire du droit russe*, p. 4.

et foncier. Le « knias » considérait tout le pays comme un bien foncier et le comprenait avec ses autres biens dans la copropriété indivise de sa famille (1).

De son vivant même le « knias » donnait à chacun de ses enfants une certaine partie du pays à gouverner, c'est-à-dire à exploiter. Après la mort du « knias », chef de famille, c'étaient ses fils qui occupaient successivement, pendant une période, le trône de Kiev. Quand les fils étaient morts, les petits-fils eurent la couronne de Kiev, chacun à leur tour, en tenant compte d'abord de l'ordre de primogéniture de leurs pères, puis de leur âge respectif.

Par la suite, avec l'augmentation de la famille du « knias » Yaroslav, qui, après Riourik et Vladimir le Saint, avait encore une fois réuni le pays russe entre ses mains, le système héréditaire devint assez compliqué pour engendrer entre les « knias » de nombreuses querelles, que tranchaient des guerres privées désastreuses pour le peuple principalement.

Cette compétition eut pour effet non seulement de conserver à l'assemblée du peuple sa vitalité jusqu'à la fin de la première période, mais encore de lui attribuer une influence considérable sur le choix des successeurs au trône de Kiev. C'était elle qui in-

1. SERGUIEVITCH. *Cours de l'histoire du droit russe*, p. 185 et s.

vestissait un « knias » de la souveraineté, elle qui lui posait des conditions, c'est-à-dire qu'elle passait avec lui un véritable contrat, un pacte appelé le « riad », et le révoquait, s'il ne l'exécutait pas (1).

Mais ce qui doit attirer le plus notre attention, c'est l'institution de la « drougina », qui a un rapport direct avec notre sujet. Elle a beaucoup d'analogie avec le « comitatus » germanique et dérive de la même source. La « drougina », d'après l'étymologie même du mot (« droug » signifie ami, « drougina » réunion d'amis), comprend les compagnons du « knias » qui le suivaient dans sa vie d'aventures et l'aidaient dans ses conquêtes. De même que le roi était le centre du comitatus germanique, le « knias » était celui de la « drougina ». Comme le « comitatus », la « drougina » se rattachait à son chef par un lien de fidélité, lien purement moral (2). C'était comme une famille guerrière (3).

Le knias affectionnait sa « drougina » (4), et la ménageait dans les batailles : elle formait l'arrière-garde et avait devant elle les troupes indigènes et les mercenaires. C'était son conseil intime. Il n'entrepre-

1. KOVALEVSKY. *Institutions politiques de la Russie*, p. 23. SERGUIEVITCH. *Cours*, p. 153, 155.

2. RAMBAUD. *L'histoire de la Russie*, p. 47 et 66.

3. PAVLOV-SILVANSKY. *Les rapports féodaux dans la Russie des apanages*.

4. S. SOLOVIEV. *Histoire de la Russie*, p. 48.

nait aucune affaire sans elle. Il partageait avec elle le butin de la guerre (1). Il l'admettait à sa table et à sa maison d'où son nom ancien « ognichtanin » c'est-à-dire participant au foyer du knias, « ognitchte » Il n'était au milieu de sa drougina que le premier parmi ses égaux.

Des chroniqueurs rapportent qu'un jour « la drougina » se plaignit de manger avec des cuillers en bois. Le « knias » (c'était Vladimir le Saint) fit faire des cuillers en argent et dit : « Avec ma drougina, j'aurai tôt fait de me procurer de l'or et de l'argent. » Ces « drougs » étaient ses hommes de confiance qu'il employait soit au palais, soit au dehors.

Quand le « knias » occupait un pays, il y laissait un « drouginnik » (compagnon) à titre de « possadnik » de « namestnik », c'est-à-dire de préposé, et lui donnait le district « v kormlenié », « pour se nourrir », c'est-à-dire pour qu'il profitât des redevances et compositions payées par les habitants.

La drougina ne constituait pas une association fermée. Même l'individu de la classe inférieure, le paysan, pouvait y être admis. Nous en avons la preuve dans ce fait que, d'après la chronique du temps, Vladimir le Saint fit « drouginnik » le fils d'un corroyeur, ayant vaincu dans un combat le géant Petcheneg (2). Mais

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Les origines de la noblesse russe*, p. 2 et s.

2. RAMBAUD. *Histoire de la Russie*, 1869, p. 65.

dans la suite, elle est devenue en principe (paraît-il) un corps aristocratique. Ses attributions changèrent aussi avec sa composition. La drougina comprenait deux ordres de personnes : ceux d'un rang supérieur, qui portait le nom d' « ognitchtanin », c'est-à-dire admis au foyer du knias (du mot « ognitchte » foyer) formant la « drougina starchaia », les compagnons aînés ; et les compagnons d'un rang inférieur, appelés otroki, « detiboyarskie », c'est-à-dire les adolescents, les enfants des boyards, qui formaient de leur côté la « drougina mladchaia », les compagnons cadets (1). La troisième catégorie de la drougina, les « serviteurs du knias », qui demeurent avec lui dans sa maison, commencent à porter au nord le nom de dvoriané « dvor » (dvor — la cour). Contrairement aux milices des villes, on entendait sous le nom de « dvoriane » toute la drougina, toute l'armée du knias (2).

Ces « drouginniki » du knias, eux aussi, étaient entourés d'hommes qu'ils s'attachaient par un lien de fidélité. Ceux-ci s'appelaient « otroki » et étaient indépendants du « knias ». Nous en avons la preuve dans la chronique de Nestor : « En l'année 975 la « drougina » d'Igor (du knias de Kiev) lui dit : les hommes de Sveneld (un des drouginnik du knias)

1. *Recueil des annales russes*, I, 213, 312 ; II, 43, 87, 187.

2. S. SOLOVIEV. *Histoire de la Russie*, t. II, p. 484. — *Recueil des annales russes*, I, 157 ; II, 47 ; III, 20, 21.

sont richement pourvus d'armes et de vêtements, tandis que nous, nous sommes nus... » Dans les guerres (qui étaient ordinairement des guerres privées), ils apparaissaient à la tête de leurs propres compagnons (1).

Au début la composition de la drougina était fort restreinte : elle ne comprenait que des Normands ; mais ensuite de même que le comitatus et l'antrustionat s'acheminèrent vers la vassalité, la drougina changea de caractère. Elle devint plus importante par l'introduction d'éléments nouveaux : les propriétaires fonciers (c'est-à-dire la noblesse indigène) appelés « boyars zemskie » (zemlia — le pays, la terre) à la différence des « boyars du knias » ; c'est-à-dire la « drougina » et les immigrés. Toutes ces personnes reçurent au XI^e siècle un nom général de « boyars », à côté de l'ancien « drougina » (2). L'étymologie du mot « boyarine » n'est pas encore complètement établie. Les uns le font dériver du mot l'*ainé*, le plus grand, les autres du mot *penser*, les deux ayant le même radical.

Le knias donnait à ses boyars, ainsi que le roi à ses vassaux, toutes les fonctions de l'État. Comme les vassaux ils étaient les « serviteurs » (« slougui ») du knias. Leur obligation principale, comme celle des

1. PAVLOV-SILVANSKY, *L'origine de la noblesse russe*, p. 8 et s.

2. VLADIMIRSKY-BOUDANOV, *Aperçu de l'histoire russe*, p. 27.

vassaux, était le service militaire. Ils étaient aussi préposés à l'administration du domaine privé du knias.

Les boyars, qui remplissaient les fonctions publiques, distribuaient à leur personnel les fonctions inférieures, non pas en qualité de supérieurs hiérarchiques, mais en qualité de « patrons », veillant aux intérêts de leurs « clients ». C'est ainsi que nous voyons peu à peu les liens du patronat et de la clientèle s'établir à la fin de la première période.

Quand le conseil des anciens tomba en désuétude, ce fut le conseil des boyars, la boyarskaia douma qui se substitua à lui. Cet événement se fit ainsi. Les anciens, d'après l'opinion de Vladimirsky-Boudanov, étaient des boyars indigènes, « c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers ». Avant l'arrivée des knias varègues avec leurs compagnons, c'étaient eux qui composaient uniquement le conseil des anciens. L'analiste parle des anciens comme des personnes notables qui administraient le pays entier... Dans la suite, ils prennent part dans la « douma » avec d'autres boyars « compagnons » du knias, les antrustions »... Au XI^e siècle après l'assimilation des « boyars antrustions » « aux boyars indigènes » propriétaires fonciers le contingent permanent de la « douma » était composé seulement de boyars au sens large du mot (1).

1. VLADIMIRSKY-BOUDANOV. *Aperçu de l'histoire du droit russe*, p. 44 et 51.

La « douma » était une institution d'un caractère vague au début. L'assemblée se réunissait toute la journée au palais du roi pour discuter les questions quotidiennes. Elle avait ainsi à statuer sur toutes les questions de législation, de juridiction, de police étrangère, qui se présentaient pêle-mêle (1). Les plus hauts dignitaires ecclésiastiques, évêques et abbés, avaient quelquefois voix au chapitre.

La « douma » forme l'élément organique essentiel de chaque principauté. « Il existe une opinion, dit M. Vladimirsky-Boudanov, que le knias peut consulter la « douma », si bon lui semble, mais les faits démontrent le contraire : cette consultation des boyars était obligatoire pour lui (2). »

Tels sont les quelques caractères de vassalité qui commencent à se dessiner à l'issue de cette période.

Au sommet de la hiérarchie sociale était le knias. Il est vrai qu'il y avait beaucoup de knias et qu'à la fin de la première période, ils luttaient à l'envie pour le trône de Kiev qui conférait sur les autres une sorte de supériorité, de prépondérance, attachée à la qualité de « véliki » c'est-à-dire de grand (3).

Le knias faisait des tournées, « polioudie », pour rendre la justice, droit qui lui appartenait à lui seul. Il nommait les « tiouni », juges qui avaient en même

1. KLIOUTCHEVSKY. *Boyarskaia douma*, p. 67-68.

2. VLADIMIRSKY-BOUDANOV, *id.*, p. 46.

3. KOVALEWSKY. *Institutions politiques de la Russie*, p. 19-20.

temps l'administration du district de leur ressort (1). Le tribut était le principal revenu du knias (2).

Puis, venaient les deux classes sociales qui dépendaient directement du knias : la classe des nobles, représentée par la drougina ou boyars. Elle était unie au knias par un lien moral de fidélité et lui devait aide et conseil. Elle constituait l'aristocratie militaire et la pépinière des hauts fonctionnaires de l'État. Quand, à partir du *x^e* siècle, elle acquit des propriétés foncières, elle reçut certains privilèges et devint ainsi l'aristocratie terrienne. L'annaliste dit que pendant les querelles entre les knias, « on prenait les villages des boyars et leurs chevaux » (3).

En troisième lieu apparaît une autre classe d'hommes libres qui dépendent ainsi directement du knias et portent le nom général de « lioudi ». Cette classe se composait d'habitants des villes, c'est-à-dire de roturiers, et d'habitants des villages, de paysans, appelés smerdi, vilains. C'étaient des colons proprement dit qui travaillaient sur les domaines du fisc du knias avec leur propre matériel. Cette deuxième classe se distinguait de la première en ce qu'elle était tenue de fournir des redevances et d'autres prestations qu'elle payait en nature au knias et à ses fonction-

1. SOLOVIEV. *Histoire de la Russie*, p. 674. — *Recueil des annales russes*, I, p. 172.

2. SOLOVIEV, p. 674.

3. *Recueil des annales russes*, I, p. 148.

naires. « En général la population rurale à cette époque était considérée d'une condition inférieure par rapport à celle des villes (1). »

Enfin, en bas de cette hiérarchie sociale figurait la classe des holopi, rabi, autrement dit des esclaves. Ceux-ci se trouvaient sur les domaines privés du knias ou sur ceux des particuliers à qui ils devaient leurs services. « L'ancien droit russe faisait une distinction nette entre l'esclavage (kholopstvo) et une dépendance simple d'une personne. Cette différence résultait des rapports de l'individu vis-à-vis de l'État. L'esclavage privait l'homme de ses droits de famille et de cité et l'exemptait des devoirs publics, c'est-à-dire qu'il mettait fin à toutes relations directes entre l'individu et l'État. La dépendance ordinaire d'une personne n'entraînait pas de conséquences semblables (2). »

L'esclavage dit complet, « obelnoi », était la conséquence soit de la naissance de parents kholops ; soit de l'achat d'une personne par une autre en présence de témoins, suivi du paiement immédiat de la somme convenue ; soit du mariage avec une kholope sans consentement préalable de son maître ; soit de certains services, comme ceux du « trésorier » ou du « tioun » (juge) (3) si des réserves n'étaient pas faites

1. SOLOVIEV. *Histoire de la Russie*, p. 229.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Origine du servage en Russie*, p. 11.

3. *Archives historiques*, édition Kolatchov, t. II, p. 83.

quant à la liberté de l'individu ; soit enfin de l'insolvabilité : les créanciers d'un débiteur insolvable le vendaient (1). De cette classe se rapprochait beaucoup la catégorie des personnes d'une condition quasi-servile « roleinie zakoupi ou naimiti », c'est-à-dire des prolétaires privés de terre et d'outils, et ceux qui, ayant conservé encore un lopin de terre, la recommandaient à un puissant propriétaire foncier, en la reprenant ensuite de lui à titre de jouissance. C'étaient aussi des colons, mais à la différence des premiers, ils s'engageaient à travailler sur les domaines privés, moyennant le crédit nécessaire pour se procurer le matériel. Obligés de racheter par leur labeur les intérêts que la dette produisait, la dette restant toujours due, ils n'arrivaient jamais à l'acquitter et devenaient en fait les serfs de leurs patrons. C'est ici que nous voyons se former les liens du patronage (2).

Ces inégalités sociales déterminaient aussi des inégalités juridiques. La classe des nobles, la « drougina », était mieux traitée par la loi, et le boyarine russe comme le vassal germanique jouissait de certains privilèges. Sa « vira » « wergeld », comme celle du vassal était plus élevée ; elle était le double de celle d'un autre homme libre (3). Le boyarine,

1. SOLOVIEV, *id.*, p. 230.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. I, p. 337 et s.

3. PAVLOV-SILVANSKY. *Origines de la noblesse russe*, p. 10.

faute d'héritiers mâles pouvait, désigner sa fille pour succéder à tous ses biens, tandis que le paysan smerd ne pouvait le faire que pour les meubles ; ses immeubles, à défaut d'héritiers mâles, passaient au knias (1). Les « holopi » et « zakoupi » n'avaient aucun droit de propriété. Tout ce qu'ils acquéraient revenait après leur mort à leurs maîtres. En outre le « zakoup » ne pouvait pas ester en justice. Son témoignage n'était accepté que dans des affaires de minime importance et à défaut de dépositions d'hommes libres. Lorsque le « zakoup » se rendait coupable d'un vol ou d'une tentative de fuite, la loi de « Rousskaia Pravda », c'est-à-dire du code russe, le condamnait à l'esclavage. D'après cette loi, le maître pouvait même lui infliger des peines corporelles (2).

Dans cette première période, nous avons relevé une certaine analogie entre le comitatus, antrustionat germanique et la « drougina » russe. A la fin de cette époque, nous assistons à la formation des liens de vassalité entre les boyars et les knias.

Cependant, les liens de patronage qui unissaient un homme à l'autre, la drougina à son « knias », les paysans cultivant la terre à leur propriétaire, étaient

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Les origines de la noblesse russe*, p. 10.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. I, p. 296-299.

d'une grande fragilité. Le knias, comme nous l'avons vu, campait temporairement sur un terrain pour se transporter ensuite sur un autre. La capitale changeait continuellement de prince. Tantôt les boyars suivaient le knias dans ses pérégrinations (lorsqu'ils y trouvaient avantage), tantôt ils restaient dans l'ancien pays et passaient à un autre patron. Cet acte n'était pas considéré comme trahison, la drougina étant attachée à la famille entière du knias, telle qu'on la concevait autrefois (1).

Quant aux roturiers : commerçants, artisans et ouvriers, habitant les villes, ils ne formaient ni une corporation fermée, ni même une classe sociale. Le roturier d'aujourd'hui pouvait devenir un paysan demain, tout comme le paysan pouvait devenir un roturier habitant la ville et y faisant le commerce. D'ailleurs les uns et les autres avaient des terrains qu'ils cultivaient aux environs. C'est seulement à partir du xvii^e siècle que le tiers état commence à se distinguer nettement des autres classes.

Les paysans qui travaillaient sur les domaines du fisc ou sur les domaines privés formaient aussi une classe d'hommes libres, des fermiers qui changeaient facilement de maître et de domicile.

Ainsi, à l'exception des « zakoupi » ou « naimiti » dépendant de leurs maîtres pour une cause qui ressort

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. I, p: 235-237.

non pas au droit public, mais au droit privé, à savoir leur insolvabilité, et des esclaves, toute la population de la Russie de la première période, en commençant par le knias pour finir par le paysan était une masse flottante où les liens du patronage sont encore très fragiles.

Section II

DEUXIÈME PÉRIODE DU XIII^e AU XV^e SIÈCLE

Nous voici arrivés à la deuxième période qui va du XIII^e au XV^e siècle. La Russie entre dans une nouvelle phase historique, dans la phase agraire.

Mais à cette époque où l'intérêt général fait défaut où le knias n'est plus qu'un propriétaire foncier souvent moins riche que certains de ses boyars, où sa souveraineté est considérée comme un bien faisant partie de son patrimoine, c'est le droit privé qui régit tous les rapports de la société et les liens contractuels se substituent à la puissance publique.

A côté de riches propriétaires dont certains jouissent des prérogatives de la souveraineté, nous voyons le peuple manquer des moyens d'existence et demander au prix de sa liberté la protection des grands.

Cette inégalité économique est évidente d'après le système fiscal : les personnes de condition supérieure

étaient imposées 112 fois 1/2 plus lourdement que ceux de la condition inférieure (1) (le code russe « Rousskaia Pravda »).

M. Klioutchevsky dit : « L'État basé sur des intérêts généraux et communs devient impossible. Il se dissout en un certain nombre de corps infimes dans la constitution desquels les éléments de l'ordre public se trouvent confondus avec les principes du droit privé. C'est d'une situation analogue que sortit dans l'Europe occidentale le régime féodal ; un même état de choses dans la Volga supérieure a engendré le régime des apanages (2). »

Cette seconde période peut être caractérisée par les traits suivants :

1° Le morcellement de l'État ancien en un certain nombre de petits États autonomes féodaux ayant leur vie propre et leur histoire particulière. Cette seconde période nous l'appelons « oudelnii », c'est-à-dire la période, « des apanages ». Les États ainsi formés prennent le nom d' « oudelnia kniagestva » ou principautés « individuelles ». C'est dans ce second régime que les partisans de la féodalité russe découvrent une analogie frappante avec celui de la féodalité de l'Europe occidentale.

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours d'histoire du droit russe*, 1904, tome I, p. 434.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours d'histoire du droit russe*, p. 338.

2° Formation de grands domaines privés laïques et ecclésiastiques où nous voyons se développer les liens du patronage et de la clientèle et apparaître l'immunité et les autres privilèges accordés aux grands propriétaires fonciers.

3° Le démembrement de la puissance publique et l'inféodation des charges publiques.

CHAPITRE PREMIER

FORMATION DE TROIS GRANDES RÉGIONS DE LA RUSSIE DISTINCTES AU POINT DE VUE ÉCONO- MIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE

A la fin du XII^e siècle et au commencement du XIII^e, on assiste à la décadence de Kiev et au déplacement de l'activité russe vers le Nord.

Les causes de cette évolution étaient multiples :

1° C'était d'abord l'accroissement des inégalités sociales, dû au développement du commerce et à l'appropriation des terres par les riches négociants et les classes dirigeantes à partir de la fin du XI^e siècle.

2° C'était ensuite l'extension de l'esclavage et de la servitude de la classe rurale. La richesse des classes supérieures reposait sur l'esclavage et sur l'abaissement des classes inférieures. Au début de la première période les esclaves étaient le principal article du commerce avec l'étranger, mais à la fin de cette époque où les grands deviennent propriétaires

fonciers, ils se servirent d'eux pour la culture de leurs terres, ce qui fit augmenter le prix de vente des esclaves.

De nombreuses guerres privées qui étaient la conséquence logique du système de succession au trône aggravaient la misère des populations. Le vainqueur réduisait à l'esclavage, non seulement les prisonniers étrangers, mais même ceux qu'il avait faits sur le domaine d'un parent, de sorte que le nombre des esclaves ne cessait d'augmenter.

3° En troisième lieu, la proximité des steppes méridionales facilitait les invasions des nomades asiatiques, qui épuisaient les populations par leurs ravages incessants.

4° Enfin, l'invasion des Tartares, la désolation qu'ils répandirent dans la Russie méridionale, portèrent le dernier coup à l'État de Kiev.

Les peuples désespérés quittaient en masse leurs foyers et cherchaient leur salut ailleurs.

Cependant, le reste de la Russie, moins exposé à toutes les aventures, atteignit un certain degré de prospérité. En tenant compte de son régime économique, social et politique, on la divisait en trois régions fort distinctes : le territoire des cités, républiques Novgorod et Pskov, la Russie septentrionale et la Russie centrale.

§ 1. — *Le territoire des cités républiques*
Novgorod-Pskov.

Une première région comprend le territoire des cités républiques de Novgorod et Pskov et touche aux pays étrangers. Elle hérita des aptitudes commerciales de l'ancien Kiev, qu'elle développa dans la deuxième période. Nous en avons les preuves dans les chroniques du temps, dans les traités passés avec les Allemands et les villes franches de la Hanse, dans les écrits des étrangers qui ont visité le pays et dans les légendes et « chansons » populaires.

Pour son commerce d'exportation Novgorod entretenait de nombreuses relations avec le centre de la Russie ou achetait à prix d'argent les produits nécessaires à son trafic avec l'étranger.

Cependant, à la différence de l'ancien commerce, celui-ci n'était plus un simple échange de produits bruts, mais se faisait moyennant des gros capitaux(1). Le sol n'était pas fertile dans ces régions, et l'agriculture n'y étant pas développée (sauf l'élevage), le commerce restait la principale occupation des habitants.

Cet état économique explique toute la structure sociale et politique des cités républiques, Novgorod

1. РОЖКОВ, *Ville et village dans l'histoire russe*, p. 17-19.

et Pskov, qui était la reproduction dans ses grandes lignes de celle de Kiev.

La hiérarchie sociale était fondée sur le capital qui fût la conséquence du grand commerce de la cité-république Novgorod. Au sommet de celle-ci étaient les boyars qui exerçaient sur la vie publique une influence plus considérable par leurs capitaux que par leurs immenses domaines couverts d'esclaves « tcheliad » et de colons ou fermiers libres.

Les boyars ne s'occupaient pas directement du commerce ; ils l'abandonnaient à la deuxième catégorie de personnes, aux commerçants proprement dits : riches, « gitié lioudi », et moyens, « kouptzi ». Ils prêtaient leur capital et s'assuraient ainsi la domination sur eux (1).

En bas de cette échelle sociale étaient les petits commerçants, les artisans, les ouvriers appelés « tchernie lioudi ».

Enfin les paysans, « smerds », habitaient les villages du territoire Novgorod-Pskov, n'avaient aucune influence et s'acheminaient de plus en plus vers le servage (2).

D'une part, grâce à la puissance de leur capitaux, les boyars et les riches commerçants accaparaient les terres cultivables, soit en les achetant, soit même en

1. KLIOUTCHEVSKY. *Boyaraskaïa douma*, p. 132, 183, 192, 193.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. II, p. 96, 99.

les usurpant ; d'autre part, des menses ecclésiastiques, évêchés, monastères et églises recevaient de vastes domaines à titre de dons ou de legs pieux. Il ne restait d'autres ressources aux paysans, qui conservaient encore leurs terres, mais manquaient de capitaux nécessaires à leur exploitation, que de se mettre, eux et leurs terres, sous la protection des riches propriétaires laïques et ecclésiastiques : ils reprenaient alors leur terre à titre de tenure. Ils reconnaissaient ainsi la souveraineté de leurs patrons et portaient le nom de « zakladchiki » ou « zakladni », c'est-à-dire de protégés (de recommandés) (1). Il y en avait d'autres qui manquaient de terres, ceux-là mettaient aussi leur personne sous la protection d'un riche propriétaire foncier et recevaient de lui de l'argent, des outils et le bétail de labour à la condition de remettre à leur patron la « moitié » ou le « tiers » des produits de leur travail. C'est pourquoi on les appelait « polovniki » (c'est-à-dire métayers) ou « trietniki » (2).

Des paysans proprement dits se rapprochait une catégorie de personnes, les « svoézemtsi », c'est-à-dire propriétaires de lots de terre. C'étaient des citoyens ayant une petite fortune qui, séparément ou à plusieurs, achetaient des terres dans les environs de la ville franche pour les cultiver eux-mêmes, ou les louer

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Recommandation et patronage*.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. II, p. 96, 98.

aux paysans qui payaient des redevances au knias(1).

Examinons maintenant le régime politique de cette époque. Novgorod était la capitale d'un grand État qui portait le nom de « commune de Novgorod », « Novgorodskaia Obchtina ». Au début Novgorod était considéré comme faisant partie du domaine du knias patriarche au même titre que les autres territoires russes, bien plus, il était même regardé comme insignifiant et était attribué au fils cadet du patriarche. Mais par la suite, la cité de Novgorod, devenue importante, obtint des knias successifs des franchises de plus en plus considérables et notamment le privilège d'élire elle-même, parmi ses habitants, le possadnik ou maire, qui était autrefois choisi dans la « drougina' » comme préposé du prince. Ces franchises diverses avaient valu à Novgorod le nom de « ville franche » (« volnii gorod »). La ville y tenait beaucoup et lorsqu'un knias était appelé à venir s'y établir, il devait faire serment, en baisant le crucifix, de respecter ses prérogatives. La cité passait ainsi avec lui un véritable contrat par lequel il était lié. Notamment, il lui était défendu, afin de ne pas accroître sa puissance, d'acquérir des domaines sur tout le territoire appartenant à la ville franche et d'y avoir des recommandés. C'était comme une charte constitu-

1. KLIOUTCHEVSKY. *id.*, p. 99.

tionnelle assurant au peuple le libre exercice de ses droits politiques (1).

Le knias, bien que participant dans une certaine mesure à la conduite des affaires de Novgorod, a conservé surtout son caractère militaire de gardien du territoire, qu'il est chargé de défendre (2).

La direction politique était réservée au « possadnik » ou maire, ainsi qu'à la « vetché » ou l'assemblée du peuple. Tous les hommes libres étaient égaux devant la loi. C'est l'assemblée du peuple « vetché » comme dans l'ancien Kiev qui résolvait toutes les questions politiques. Législation, juridiction, administration, tout lui ressortait. Elle « invitait » le prince à venir siéger dans la ville franche et pouvait le révoquer ; elle nommait les hauts fonctionnaires de la ville, ainsi que le maire, le « possadnik » qui avait sur la conduite des affaires publiques autant d'influence que le « knias » prince (3).

Cependant cette assemblée n'était qu'un instrument aveugle aux mains des boyars, grands capitalistes et riches commerçants, et c'est parmi eux qu'elle choisissait le haut personnel. En ce qui concerne les

1. KOVALEVSKY. *Institutions politiques de la Russie*, p. 27.
— TCHITCHERINE. *Études sur l'histoire du droit russe*, 1858, p. 10 et 73.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. II, p. 75, 80, 105.

3. VLADIMIRSKY-BOUDANOV. *Aperçu de l'histoire russe*, p. 62-63.

dispositions législatives, elle se contentait de les adopter par un « oui » ou de les rejeter par un « non ». C'est une autre assemblée, héritière du « conseil des anciens », la « gospoda » c'est-à-dire les seigneurs, par conséquent l'assemblée des plus riches capitalistes, boyars élus à cet effet par le peuple, qui préparait les projets et souvent même déterminait le vote du peuple (1).

Chaque citoyen pouvait prendre part à l'assemblée du peuple. Les contradictions finissaient souvent par des rixes des partis et les plus forts imposaient leur opinion aux plus faibles. La décision prise par le « vetché » de Novgorod était obligatoire pour les villes secondaires qui dépendaient d'elle. « Mais les « villes secondaires ou les faubourgs arrivés à une « certaine puissance, dit M. Serguievitch, pouvaient « s'opposer à la décision du « vetché » de la capitale. Ayant leur propre « vetché » leur armée et « leur knias, ils secouaient le joug de la capitale et « formaient ainsi une volost indépendante (2). » C'est ce qui eut lieu dans la cité république de Pskov.

Malgré ces tendances démocratiques, l'inégalité économique engendrait toutes les autres inégalités.

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, tome II, p. 87. — KLIOUTCHEVSKY. *Boyarskaïa douma*, p. 192.

2. SERGUIEVITCH. *Cours de l'histoire du droit russe*, p. 163.

§ 2. — *La Russie septentrionale.*

En ce qui concerne la Russie septentrionale, comprise entre le bassin de la Volga et la Mer glaciale sa colonisation a commencé à partir du ^x^e siècle. N'ayant à sa disposition que très peu de terres cultivables, la population s'occupait principalement de chasse, de pêche, d'élevage. Elle se composait de familles individuelles qui s'établissaient sur des terrains très distants les uns des autres. Le manque de terres arables déterminait ces familles à s'approprier leurs lots, à la différence des anciennes. L'accroissement inégal des familles amena une répartition inégale des produits familiaux et fit apparaître de nouveaux errements. La coutume s'établit peu à peu dans chaque famille, d'admettre des personnes étrangères à la jouissance des produits du sol. Par la suite, ces personnes furent admises aussi à la jouissance du sol lui-même, c'est-à-dire de la copropriété familiale. Ainsi des familles sans affinité étaient copropriétaires indivis du même terrain. On les appelait « siabri », « sklادتchiki », « voisins » (1).

Mais les étrangers étaient encore moins partisans de la copropriété que les membres de la famille. Aussi, par des lotissements périodiques on s'achemina

1. РОЖКОВ, *Villes et villages dans l'histoire russe*, p. 20, 21, 22.

peu à peu vers le lotissement intégral. Mais ce dernier ne s'est produit qu'à la troisième période de notre histoire.

Quoi qu'il en soit, les paysans de la Russie septentrionale ont acquis peu à peu le droit de céder leurs terres entre vifs ou à cause de mort, autrement dit la propriété pleine et libre du sol.

Cependant, les riches seigneurs laïques et ecclésiastiques et des associations de *svoézemtsi*, principalement de Novgorod, ne tardèrent pas à étendre leurs droits de suzeraineté sur une partie de la région septentrionale. Mais dans la plus grande partie de cette région le caractère de la propriété paysanne pleine et libre ne changea pas, et la liberté des transactions persista.

« La population du nord de la Russie, dit M. Tchitcherine, qui avait peu de propriétaires privés (seigneurs), qui était éloignée du pouvoir central, a conservé plus longtemps son indépendance et sa vie en communauté... Les lois restrictives de la liberté de la classe de paysans n'ont pas même pénétrées dans le nord (1). »

§ 3. — *La Russie centrale.*

Ce qui nous intéresse le plus, c'est la région centrale de la Russie. L'agriculture y était la principale

1. TCHITCHERINE. *Études sur l'histoire du droit*, p. 35.

occupation et a contribué à donner à cette région son caractère particulier. Nous en trouvons la preuve dans les registres de compte, tenus par des familles, dont les colonnes indiquent le nombre des champs cultivés par elles.

La terre n'étant pas bien fertile, demandait une grande dépense de travail et de capital, et par conséquent celui qui y appliquait l'un ou l'autre la considérait comme son bien propre, comme son patrimoine. De plus, comme c'était l'unique moyen d'existence, chacun voulait augmenter son domaine au détriment d'autrui.

Les conséquences logiques de ce système sont, d'une part :

1° La concentration des grandes propriétés foncières entre les mains des seigneurs les plus riches et les plus puissants, soit laïques comme le knias et les boyars, soit ecclésiastiques, comme les évêques, les abbés et les monastères.

2° La disparition progressive de la petite propriété qui au fur et à mesure se transforme en une propriété conditionnelle et limitée, c'est-à-dire en une tenure noble, roturière ou censive.

D'autre part, l'abaissement du peuple et l'assujettissement d'une catégorie d'hommes libres à l'autre.

CHAPITRE II

LE DÉMEMBREMENT DE L'ÉTAT

Le nord-est de la Russie est arrosé par des nombreux affluents de la Volga et était jadis tout couvert de bois et de forêts vierges.

La nature du pays déterminait le mode de colonisation. Dans la recherche de territoires propres à la culture, les nouveaux venus s'établissaient le long de la rivière, dans les endroits où il n'y avait ni marécages, ni bois épais, et se contentaient d'un humble lopin de terre cultivable qu'ils défrichaient eux-mêmes avec beaucoup de peine.

Les grandes distances qui séparaient les lieux habités avaient forcément entraîné une colonisation très irrégulière. Il était naturel que cet éparpillement amenât la naissance de plusieurs États, résultant du sectionnement de l'État primitif. Les relations entre ces États étaient difficiles, et chacun d'eux se refermait sur lui-même.

Ce pays, considéré comme le plus pauvre, comp-

tait presque pour rien dans le patrimoine du knias de la première période et était donné en surplus à l'un quelconque de ses fils. Puis il fut attribué au plus jeune des knias, comme représentant un lot le plus insignifiant.

Il y eut dans ce pays une série de « knias » qui se montrèrent bons organisateurs et attirèrent par la concession de certaines franchises les populations qui recherchaient un peu de calme et de bien-être. Ils donnaient des terres, de l'argent, et attiraient au labourage les paysans qui y venaient. Ils accordaient des privilèges aux nobles. C'est ainsi qu'au bout de deux générations, le grand territoire de Rostov-Sousdal présenta au ^{xiii}^e siècle un aspect de relative aisance.

Mais l'idée de souveraineté était encore ignorée, et les knias ayant organisé leur pays, le considéraient comme leur propriété personnelle, comme leur patrimoine.

La conséquence de cette conception est évidente : ils ne voulaient pas partager leur principauté avec les autres membres de la famille du knias patriarche ; ils s'arrogeaient en outre le droit de disposer de leur principauté entre vifs et à cause de mort. Nous voyons le knias la partager entre ses fils, la léguer à sa femme ou à ses filles, en donner ses serviteurs, comme récompense, des conces-

sions qui représentent l'embryon d'un fief (1).

Ainsi le knias dans la deuxième période nous apparaît comme un riche propriétaire, soucieux de gérer son domaine privé, à l'égal de tout autre propriétaire, en simple particulier bien plutôt qu'en souverain.

Mais avec l'accroissement de la famille individuelle de divers knias, la principauté « sectionnée », attribuée à chacun de ses descendants à titre de lot, devenait de plus en plus petite, de telle sorte qu'au xiv^e siècle il y avait des knias « oudelnii » dont le patrimoine ne comprenait qu'une ville ou un village, et à la fin de la deuxième période du xv^e siècle il y en avait certains qui étaient complètement dépourvus de biens fonciers et n'avaient d'autres ressources que de solliciter une concession de terres à d'autres knias plus fortunés, sous promesse de fidélité (2) : c'est le système de la recommandation. Nous voyons ainsi apparaître les germes de la féodalité dont il sera question plus loin.

Cependant les knias, considérés comme des propriétaires fonciers semblables à tous les autres, se distinguaient d'eux par la jouissance des prérogatives de la souveraineté. L'opinion publique les regardait comme des descendants directs du knias patriarche

1. KLIOUTCHEVSKY, *Cours*, tome I, p. 419 et s.

2. TCHITCHERINE, *Études sur l'histoire du droit russe*, Moscou, 1858, p. 284.

et par conséquent comme héritiers de la puissance publique. Or les liens familiaux s'étaient relâchés entre les descendants du knias, et chacun d'eux se confinait dans son « oudel », dans sa principauté individuelle; la souveraineté se trouvait par là même démembrée, et chacun des knias l'exerçait avec tous ses attributs sur son domaine (1).

Mais le knias n'était plus le représentant de l'intérêt public. Il mettait tout son soin à deux choses: d'une part, cultiver et agrandir son domaine; d'autre part, augmenter ses revenus, et par ces deux moyens accroître sa puissance. Il ne considérait donc ses droits de souveraineté que comme un instrument pour exploiter plus avantageusement son domaine.

Ainsi nous voyons les droits de souveraineté se confondre avec les autres biens du knias, faire partie de son patrimoine et être comme eux l'objet de diverses transactions. Nous voyons ainsi se produire l'inféodation des charges publiques, leur cession à titre de « kormlenie », nourriture, (connue déjà dans la première période de notre histoire), le morcellement de la souveraineté et la concession de certaines prérogatives de celle-ci à titre d'immunité (jalo-vania gramota) à des riches propriétaires fonciers laïques et ecclésiastiques.

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. I, p. 442.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DU SOL

Chaque principauté individuelle, « oudelnoc kniagstvo », se composait de trois catégories de terres : 1° le domaine privé du knias (« dvortzovaia zemlia »); 2° les domaines privés des dignitaires laïques et ecclésiastiques ; 3° le domaine du fisc (tchernaiia zemlia) (1).

1° En ce qui concerne le premier, le domaine privé du « knias » (dvortzovaia zemlia), il ne se distinguait pas quant à son organisation et sa gestion des autres domaines privés. Il était divisé en deux parties fort inégales : l'une, plus petite, destinée à la satisfaction des besoins de la maison du knias. L'autre, plus grande, concédée par parcelles à des serviteurs et paysans du knias (colons) en jouissance. C'est le domaine utile qui était concédé et le knias retenait par devers lui le domaine éminent.

1. TCHITCHERINE. *Études*, p. 11.

Le personnel préposé à la gestion des affaires privées du palais avait en même temps l'administration de l'État. Ce personnel appelé « slougui », « dvo-riane », c'est-à-dire des serviteurs se divisait en deux catégories : d'une part, les personnes de condition libre : « boyars », « deti boyarski », (boyars d'un rang inférieur) et autres, qui pouvaient quitter le knias et s'établir ailleurs ; d'autre part, les serviteurs de condition servile ou quasi-servile (« slougui pod dvorskim ») privés de cette liberté. A cette époque où certains services, à défaut d'une clause expresse, entraînaient la privation de liberté, cette condition servile n'était pas rare, bien qu'au point de vue juridique elle comportât des déchéances ; au point de vue social les domestiques du knias étaient de hauts fonctionnaires entretenus en partie dans son palais, recevant de lui soit des récompenses en nature, l'argent faisant défaut, soit quelque lot de terre « sloujnia zemlia » pris sur le domaine du « knias » appelé « dvortzovia zemlia ». D'après M. Rojdestvensky ce système de concession de terres à des serviteurs libres et non libres prit une grande extension à partir du xiv^e siècle (1). Le titre en vertu duquel il détenait alors cette terre était précaire, c'est-à-dire qu'il ne conférait qu'une jouissance temporaire ou viagère et sous condition. Cependant ce titre était noble

1. ROJDESTVENSKY. Fiefs en Moscovie, 1897, *Introduction*, p. 43-44.

puisqu'il n'obligeait pas le « serviteur » à des redevances, mais seulement à des services militaires (principalement) et administratifs.

L'ultime fin de ces concessions était double, ainsi que le montre M. Rojdestvensky.

C'était d'une part l'intérêt économique.

Le knias ne pouvait pas veiller par lui-même à l'utilisation de ses immenses domaines, épars, et s'en remettait à ce tenancier, qui avait tout intérêt à en tirer le meilleur profit et par conséquent à le défricher et à y appeler des colons.

D'autre part le knias, à défaut d'argent, avait là un excellent moyen de rémunérer les services et de s'assurer leur continuité (1).

Quoi qu'il en soit, le « bénéfice » ou la tenure féodale et les liens de la féodalité apparaissent ainsi au XIV^e siècle, bien qu'à l'état embryonnaire.

A côté de cette tenure temporaire ou viagère il y avait encore des concessions de plus longue durée, c'est-à-dire héréditaires, mais comme les premières, elles n'étaient qu'en tenure à la fois limitée (le knias conservait par devers lui le droit de propriété et le concessionnaire en avait seulement la jouissance) et conditionnelle (son titulaire devait certains services, faute de quoi la concession faisait retour au knias).

1. ROJDESTVENSKY. Fiefs en Moscovie, Saint-Petersbourg, 1897, *Introduction*.

Au-dessous de cette classe vivant sur le domaine privé du knias se trouvaient de nombreux esclaves « kholopi ». L'esclave, comme nous avons déjà vu par le premier code russe, était considéré comme un objet faisant partie de la propriété de son maître. Ses enfants appartenaient à lui. Tout ce que l'esclave acquérait revenait au maître. C'est le maître aussi qui répondait de ses actes (Premier code du commencement du ^{xr} siècle(1) « Rousskaia Pravda »). Au début ils habitaient en commun et travaillaient en groupe sur les terres du knias. Mais au fur et à mesure que la condition des paysans devenait en fait de plus en plus servile, la condition des « kholopi », esclaves suivait une autre évolution. Pour les attacher davantage à la culture de terres on prit peu à peu l'habitude de leur donner quelques lopins pour leur jouissance personnelle, comme récompense du travail qu'ils fournissaient sur le domaine du knias. Ainsi ils arrivèrent à un certain bien-être, mais au point de vue juridique leur condition ne changea guère à cette époque. N'ayant que des relations privées avec leur maître, le knias, ils n'avaient aucune existence politique et, de ce fait, ne payaient pas les redevances de leur tenure.

Quant aux paysans, en fait, ils étaient réduits de plus en plus à l'état servile. Nous avons déjà vu,

1. Code « ROUSSKAIA PRAVDA », ar. 158, 68. — TCHICHTE-RINE. *Études*, p. 148 et s.

dans la première période, qu'ils sollicitaient des riches propriétaires fonciers laïques ou ecclésiastiques la protection et des parcelles de terre, des outils, un peu d'argent pour la construction de leurs chaumières et pour le défrichement des terrains. Le propriétaire foncier leur accordait volontiers ce crédit, donnait des tenures, mais sous condition de fournir des redevances payées en nature sous forme de produits de leur travail, qui étaient destinés à couvrir les intérêts du capital prêté. Mais les paysans n'arrivaient pas à rembourser le capital prêté et se voyaient astreints de travailler toute leur vie pour leur seigneur. Ainsi s'établissait un lien de patronage entre le propriétaire foncier et le paysan tenancier, appelé « zakoup » ou « naimit ». C'était une personne libre en principe : le maître qui le frappait sans cause devait lui payer une indemnité pour l'offense (1). Tant que le paysan restait chez le seigneur, celui-ci ne lui demandait pas le paiement du capital, mais aussitôt qu'il partait ce fermier, « zakoup », « naimit », était tenu de payer sa dette, faute de quoi la loi Rousskaia Pravda, « Code russe », le réduisait à l'état d'esclavage (2).

1 ROUSSKAIA PRAVDA, art. 17, 20, 21, 117. — *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, n. 160. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 151-156.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 154. — KLIOUTCHEVSKY. *La capitulation et l'abolition de l'esclavage en Russie*, p. 79.

Dans la deuxième période, étant données les conditions économiques de la Russie du Nord-Est, les paysans libres se trouvaient dans une dépendance la plus étroite des riches propriétaires et en fait ils se rapprochaient beaucoup de la classe servile de l'Europe féodale. Les paysans qui vivaient ainsi sur le domaine privé du knias étaient corvéables et s'appelaient de ce fait « izdelnii. » D'ailleurs, il y en avait un grand nombre de portés sur les registres du domaine. Ils étaient comme les « *colones adscripti* » privés complètement de la liberté de changer de patron, c'est-à-dire attachés à la glèbe.

« Les traités entre les knias en 1308 stipulent la remise non seulement des esclaves (kholopi) fugitifs, mais aussi des colons (polovnik). Dans la Charte de Justice de Novgorod (Novgorodskaia Soudnaia Gramota), qui date du xv^e siècle, on voit des traces d'obligations écrites qui limitaient la liberté de migration des paysans (1). »

§ 2. — La deuxième catégorie de terres comprenait les domaines appartenant à des dignitaires laïques (boyars) ou ecclésiastiques (évêques, abbés) ainsi qu'aux églises et monastères :

1° Les domaines privés appartenant à des boyars (nobles) étaient tous des propriétés indépendantes,

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. II, p. 98.

libres de toute charge, ainsi que ceux des knias appelés « votchina », ce qui veut dire le patrimoine (1). « Son patrimoine (du boyarine) est dans le mien », portent certaines chartes des knias (2).

C'étaient des alleux proprement dits. Leur propriétaire s'était lié au knias par un contrat personnel, qu'il rompait à son gré, sans préjudice aucun pour son domaine. Le boyarine pouvait se mettre au service d'un autre knias que celui sur le territoire duquel se trouvait son domaine et en conservait la propriété.

« Le droit patrimonial se conservait même en cas d'émigration », dit Tchitcherine (3).

En ce qui concerne le régime économique et social de ces domaines, il était le même que celui du domaine du knias. Le boyarine, ainsi que le knias, avait un nombreux personnel de serviteurs de condition franche « déti boyarskie » (boyars d'un rang inférieur), puis des hommes libres d'une position moindre, et d'autres de condition quasi-servile.

Le « boyarine » avait un plus grand intérêt à les récompenser par des lots des terres, cédés ainsi à titre de « bénéfice » (« jalovanie ») ou fief, pour épargner l'argent, rare à cette époque, pour s'assurer les services de ces gens et pour mettre en culture ses

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, I, p. 444 et s.

2. *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, n. 372.

3. TCHITCHERINE, p. 75-76.

terrains épars. Il avait aussi ses recommandés parmi les boyars d'un rang inférieur attachés à lui par des liens contractuels, formant son armée et son conseil. C'est sous sa direction qu'ils combattaient (1).

Quant aux paysans, leur condition était la même auprès des seigneurs qu'auprès du knias : libres au point de vue juridique, ils étaient serfs en fait, en raison de leur insolvabilité.

Pour assurer la culture de leurs terres, les propriétaires attiraient les paysans en leur accordant pendant les premières années l'exemption des redevances. Leur condition était analogue à celle des « hospes » de la France féodale (2).

Le domaine du « boyarine », comme celui du knias, comprenait deux catégories de terres : l'une, la plus petite, destinée à la satisfaction des besoins de la maison du seigneur boyarine « boyars-kaia zapachka », et les paysans y étaient tenus de travailler certaines journées par semaine au profit du « boyarine », c'est-à-dire plus ou moins corvéable suivant les régions (3).

Les autres terres étaient cédées aux paysans en tenures, dites censives, parce que les tenanciers

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Féodalité dans l'ancienne Russie*, p. 101-107.

2. A. LUCHAIRE. *Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, p. 128.

3. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, II, p. 443 et s.

payaient au seigneur certaines redevances en nature appelées « cens », variables aussi suivant les régions.

Quant aux esclaves, principale population du domaine, ils recevaient en tenure individuelle de petites parcelles qu'ils cultivaient pour leur maître, comme cela avait lieu sur le domaine privé du knias.

2° La deuxième catégorie de terres comprend aussi celles de l'Église.

L'Église a joué un grand rôle dans la colonisation du pays. Cette colonisation suivait pas à pas la fondation des monastères (1). Un ermite quelconque se retirait dans le désert ou dans les rochers et par sa vie ascétique attirait des moines et d'autres religieux. Ainsi se fondait un monastère. Bientôt une petite agglomération de paysans se formait auprès d'eux. Poussé par le sentiment religieux, le knias ou le « boyarine » sur le territoire duquel cette communauté se fondait, lui cédait le terrain à titre de propriété illimitée, de patrimoine « votchina », et l'augmentait encore par des dons et des legs.

L'Église se trouvait ainsi devenir peu à peu le plus grand propriétaire foncier (2). En outre elle reçut dans cette seconde période de nombreuses franchises (3).

1. KLIOUTCHEVSKY, *ib.*, t. II, p. 313 et s.

2. Elle recevait déjà dans la première période la dîme des revenus du Knias.

3. TCHITCHERINE. *Études*, p. 179, 181.

Grâce aux documents relatifs aux domaines de l'Église et aux contrats passés avec les monastères par les paysans, nous pouvons établir la condition de ces derniers à cette époque sur les territoires ecclésiastiques. Elle est à peu près semblable à celle qu'ils avaient sur d'autres domaines privés.

Chaque paysan nouveau venu (ou deux ou trois ensemble) recevait un lot de terre avec les richesses naturelles qu'elle contenait (1). Son lot était déterminé par l'étendue de terres qu'il pouvait « herser, piocher, remuer et labourer ». En outre il lui était parfois prêté de l'argent et des outils. Chaque tenure composait un village. Ce lot restait intact, même dans le cas où il n'était pas habité. Le nouveau venu passait un contrat avec le monastère et se chargeait de fournir périodiquement des prestations, ordinairement en fruits, et de faire certains travaux (2). Parfois ces prestations (redevances) étaient remplacées par des corvées. Ce contrat était conclu pour un temps illimité et permettait à la tenure censive de passer aux héritiers du paysan.

Lorsque la responsabilité personnelle du paysan pour l'exécution du contrat ne paraissait pas suffisante au monastère, celui-ci demandait des cautions. Ces cautions étaient des particuliers, parfois

1. Richesses naturelles: c'est-à-dire l'exploitation des bois et forêts, des cours d'eaux et lacs.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 19.

pris même en dehors de la communauté paysanne.

Outre les redevances et autres charges dues au monastère, les nouveaux venus étaient obligés de payer avec les paysans plus anciens qu'eux, les redevances au knias sur le domaine duquel se trouvait le monastère, sauf si ce dernier bénéficiait d'un privilège l'affranchissant de cette obligation et représentait ainsi une communauté fiscale (1).

Sous l'égide du monastère, les paysans ou colons jouissaient d'un meilleur traitement et d'une certaine aisance. Aussi quittaient-ils souvent les domaines privés des dignitaires laïques pour se placer sous le patronage de l'Église ; il en était de même de ceux qui habitaient les terres du fisc du knias (tchernia volosti) : ils se recommandaient souvent avec leurs terres (2). Mais en fin de compte leur situation ne différait guère de celle des autres paysans habitant sur les domaines privés, puisque, n'ayant pas les moyens de s'acquitter de leur dette envers le monastère, ils devenaient en fait serfs comme les autres.

Quant aux esclaves, c'est-à-dire aux personnes privées de tout droit de cité et de famille, l'Église ne pouvait en avoir conformément à ses dogmes. Elle combattait même pour leur affranchissement. Sous son

1. TCHITCHERINE. *Études sur l'histoire du droit russe*. Moscou, 1858, p. 15, 19.

2. *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, n^{os} 38, 52 131.

influence, les knias, les boyars affranchissaient toujours, par testament, leurs esclaves en leur constituant souvent un petit pécule (1). Ces affranchis, appelés « izgoï » restaient sur les domaines de leurs anciens seigneurs ou de leurs héritiers ou bien se plaçaient souvent avec leurs terres sous le patronage de l'Église aux mêmes conditions que les paysans.

Outre les paysans, les personnes d'un rang (2) supérieur se recommandaient aux monastères. Dans les documents anciens, on lit que le boyarine dénué de ressources recommande sa terre à l'Église moyennant une somme d'argent pour payer ses créanciers, et la reprend pour en jouir à titre de tenure viagère. En compensation de son « domaine direct » ainsi aliéné, l'Église lui donne souvent aussi la jouissance d'une autre terre. Ou bien des nobles : boyars ou « kniasi oudelnie » c'est-à-dire les knias des principautés individuelles, des apanagistes ayant perdu leurs apanages ou menacés de les perdre se recommandaient au monastère et reprenaient leurs domaines comme une concession fictive à titre de tenure. Souvent ils recevaient aussi de lui des terres en jouissance temporaire, ordinairement viagère, et à charge de service militaire. C'était comme le « bénéfice », le

1. KLIOUTCHEVSKY. *La Capitation et l'abolition de l'esclavage en Russie*, p. 75 et s.

2. KLIOUTCHEVSKY, *id.*, p. 75 et s.

« fief » qui a fait son apparition ainsi sur les terres de l'Église (1).

Les monastères avaient un rôle très important : ils répandaient autour d'eux la civilisation et se constituaient souvent en défenseurs du pays. Tel était notamment le monastère Solovetsky, fondé à l'extrémité septentrionale de la Russie sur les îles Solovetsky dans la mer Blanche. Il eut maintes fois à protéger l'État contre les agressions des Suédois et à cet effet devait entretenir un personnel militaire à ses dépens. Les knias reconnaissants lui accordaient beaucoup de privilèges ; les knias et les boyaré lui faisaient des donations et des legs multiples en argent et en terrains (2).

L'Église augmentait encore plus son domaine par l'achat de terres et par toutes sortes de transactions, et tandis que les knias voyaient leurs terres de plus en plus leur échapper, elle devenait le plus grand et le plus puissant seigneur en même temps que le plus riche banquier. Cependant elle n'avait pas les tentances oppressives de l'Église de l'Europe occidentale et ne dominait pas les grands knias qui détenaient le pouvoir.

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Rapports féodaux dans la Russie des apanages*, p. 22, 27. — ROJDESTVENSKY. *Fiefs en Moscovie*. Introduction, p. 10-60.

2. *Actes historiques*, t. I, n^{os} 13, 15, 106, 131. — *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, n^{os} 75, 88, 122, 136, 158, 164, 171, 208. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 179, 181.

Ce n'était pas seulement les villages qui composaient les domaines privés laïques ou ecclésiastiques, mais aussi les villes. Excepté les villes franches de Novgorod et de Pskov, toutes les autres étaient domaniales, appartenant à des knias dignitaires laïques ou ecclésiastiques. Les villes médiévales n'avaient pas le caractère commercial. Elles n'avaient pas de régime municipal, comme elles en seront dotées dans la suite. Elles étaient le refuge et le lieu de défense en cas d'agression du dehors, mais à part cela, par leur organisation elles rappelaient les villages. La condition des terres urbaines et celles de leurs tenanciers était la même que sur le reste du domaine (1).

§ 3. Nous arrivons à une troisième catégorie de terres qui appartenaient aussi au knias, mais à un autre titre que son domaine privé. Elles s'appelaient « tcherniaia zemlia », « tchernia volosti » et étaient destinées à lui donner des revenus. Elles étaient peuplées de paysans et d'autres personnes tenues à des redevances.

C'était le principal revenu des knias et, pour cette raison, les knias s'engageaient entre eux à maintenir les habitants de ces terres dans leur condition de cultivateurs « colons ».

Les fonctions civiles et militaires étaient remplies par les boyars et les officiers du palais et ces

1. TCHITCHERINE, *Études*, p. 14.

« tchernie lioudi » étaient occupés uniquement à cultiver la terre, à exploiter ses richesses et devaient payer des redevances. Bien que ces paysans fussent libres, ils ne pouvaient passer de la condition de cultivateurs colons à une autre, par suite des conventions ci-dessus mentionnées (1).

Chaque « tcherniaia volost » représentait une agglomération de quelques familles étrangères l'une à l'autre. Elle était obligée de payer la somme des redevances afférentes à l'ensemble des habitants. Par conséquent l'intérêt primordial de chaque « obtchtina » ou commune était de ne pas laisser les terres en friches. Mais le lot de chacun des nouveaux venus était fixé par la coutume, de même que dans les domaines du monastère, et comprenait l'étendue de terre qu'il pouvait « herser, piocher, remuer et labourer ». Il était destiné à la jouissance particulière de chaque famille : ce lot comprenait de la terre cultivable, des pacages, des bois et des cours d'eaux (2).

Le knias conservait par devers lui le droit de propriété sur cette terre, et les paysans n'en avaient que la jouissance, mais une jouissance durable, comportant même des droits d'aliénation (3). « La règle commune fut que la terre du fisc appartenait au knias, les paysans n'y étaient que des tenanciers »,

1. TCHITCHERINE. *Études*, p. 11.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 19, 27.

3. *Actes Juridiques*, n° 23, p. 55, 56.

dit M. Tchitcherine (1). « Seigneur, la terre que
« nous habitons est à Dieu et à notre seigneur,
« le grand knias, et les champs et les récoltes sont
« à nous : ce sont nous, seigneur, qui défrichons ces
forêts (2). »

Lorsque le paysan devenait insolvable et ne pouvait payer sa redevance, il cédait souvent sa tenure à un autre en se réservant ou non le droit de la reprendre. Il arrivait ainsi que les paysans donnaient leurs tenures, soit aux monastères, soit à des personnes de plus haute condition, qui leur assuraient l'entretien leur vie durant (3).

Non seulement des particuliers, mais des villages et villes entiers se mettaient sous le patronage de riches propriétaires fonciers pour trouver protection contre les abus du temps résultant des guerres privées et des exactions des fonctionnaires. En se recommandant à des grands, ils reconnaissaient par là leur souveraineté, c'est-à-dire, se soumettaient à leur juridiction, s'obligeaient à leur payer l'impôt ou à composer leur armée. Ils reprenaient ensuite la terre de ceux-ci. Mais ils ne la possédaient plus qu'à titre de jouissance et sous certaines conditions. Nous voyons se former ici une concession fictive.

1. TCHITCHERINE. *Études*, p. 19.

2. *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, p. 45, 46.

3. TCHITCHERINE. *Études*, p. 22, 23.

Cette institution s'appelait « zakladnitchestvo », et les personnes protégées portaient le nom de « zakladni », « zakladchiki », « zakladniki », « zastoupi » et de^s « protectialnie » ou protégés. C'étaient des personnes de condition libre, mais reconnaissant la souveraineté d'un grand (1).

Les droits de juridiction et de fisc étaient des attributions essentiellement régaliennes et par conséquent « la preuve que la terre appartenait au fief (2) ».

Mais le knias concédait souvent à des nobles laïques, ecclésiastiques et à des monastères ces attributions souveraines. « Un ecclésiastique, un monastère reçoit des terres du knias avec les droits de souveraineté qui en font partie. Eux-mêmes à leur tour concèdent ces droits et privilèges aux personnes qui s'établissent sur leurs terres et par ce fait dépendent d'eux (3). » Ainsi les « zakladni », en se recommandant à des grands, se soumettaient à leur justice, leur payaient des redevances et d'autres prestations, composaient leur armée.

Soloviev dans son *Histoire de la Russie* nous explique l'origine de cette institution : « Dans toute l'ancienne histoire russe nous voyons une tendance

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Recommandation et patronat*.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 78. — *Recueil des chartes royales*, t. I, p. 28, 76, 80.

3. TCHITCHERINE, *id.*, p. 180. — *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, p. 495.

des personnes les moins riches et les moins considérables à se mettre sous la protection de plus riches et de plus puissants qui jouissent des droits particuliers, pour y trouver une sauvegarde et un allègement de leurs charges. Cette tendance, nous la voyons aussi au moyen âge dans d'autres pays européens. » Cette institution prit une grande extension dans la Russie de la période des apanages (1).

De la sorte il arrivait que les tenures paysannes passaient aux mains des personnes nobles, laïques et ecclésiastiques qui, jouissant de certains privilèges, étaient affranchies de redevances incombant aux paysans.

Il arrivait aussi que les tenures paysannes passaient au knias d'une autre principauté; alors les knias convenaient dans leurs traités d'alliance de ne pas acheter les tenures censives du fisc et de ne pas y tenir des « zakladchiki », c'est-à-dire des recommandés. « Que tu n'envoies ni tes percepteurs ni tes juges dans notre principauté et patrimoine. Que tu n'y achètes pas des villages, ni toi, ni tes enfants, ni tes boyars. Que tu n'y aies ni des recommandés ni des redevables, ni y concède aucune charte (2). »

Quant aux nobles laïques et ecclésiastiques résidant

владенияхъ великихъ князей — въ тѣхъ земляхъ, которыя принадлежали великимъ князьямъ —

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Recommandation et patronat*.

2. *Recueil des chartes royales* t. I, n° 39 et s. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 86, 87.

sur le territoire de la principauté, ils pouvaient bien les acheter, mais ils étaient tenus aux redevances à l'égal des paysans, faute de quoi le paysan pouvait reprendre sa terre. La raison de cette obligation persistante est facile à concevoir : c'était une servitude réelle et non personnelle ; c'était la terre qui était redevable et non la personne. Les personnes changeaient, mais la terre conservait toujours sa condition, tant que le knias ne l'affranchissait pas par une immunité spéciale des redevances et autres charges incombant aux paysans.

Mais ces immunités accordées aux dignitaires laïques et ecclésiastiques n'étaient pas rares à cette époque. Il arrivait ainsi que sur le territoire de la commune (« volost ») des régions entières appelées pour cette raison « obelnïa » ce qui veut dire « blanchies », notamment affranchies, n'étaient pas redevables. « Il est ordonné en vertu de notre charte de blanchir le village de Niribskaia, de ne lui réclamer aucun de nos revenus », écrit le knias dans une charte donnée à un monastère (1).

Les autres paysans en souffraient beaucoup, car la somme de redevances leur incombant était calculée sur la « volost » entière. Chacun des paysans de-

1. TCHITCHERINE, *Études*, p. 81. — *Actes de l'expédition archéologique*, t. II, n. 85, 204. — *Actes historiques*, t. I, n. 275.

vait ainsi payer une redevance plus forte et voyait d'un mauvais œil cette cession de terre aux immunistes « belomestzi ». Il était aussi de leur propre intérêt de ne pas laisser la terre longtemps inoccupée et d'appeler les paysans dans la commune (« volost »). Ainsi, comme le dit Tchitcherine, cette garantie solidaire, cette responsabilité commune était le ciment de l'unité en même temps qu'une cause d'assujettissement ».

La commune du moyen âge, le « volost », n'était plus une commune patriarcale, comme le soutint récemment M. Sokolovsky (1). Son but, sa raison d'être étaient purement fiscaux et tel était aussi l'intérêt qui unissait tous ses membres. Tandis que sur les domaines des dignitaires laïques et ecclésiastiques les paysans devenaient en fait des serfs attachés au sol par l'insolvabilité, sans pouvoir rendre la somme due au seigneur, ici, sur les terres du fisc du knias ils le devenaient par suite de la solidarité de la garantie, de cette responsabilité commune. Ils le devenaient aussi par le séjour prolongé sur les domaines privés ainsi que sur les domaines du fisc.

Les chefs de la commune, élus par les habitants chefs de centaines et les anciens, veillaient à la ces-

1. SOKOLOVSKY. *Communes du Nord de la Russie.*

sion des terres inoccupées et à la répartition équitable des redevances. En ce qui concerne la juridiction et autres attributions de la souveraineté, elles appartenaient aux préposés du knias, aux baillis (1).

1. TCHITCHERINE. *Études*, p. 23 et 24. — PAVLOV-SILVANSKY *Féodalité dans l'ancienne Russie*, p. 51-53.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION POLITIQUE

§ 1. — Chaque principauté, au point de vue politique et administratif, se suffisait à elle-même. Chacune avait son armée, son administration propre et son corps délibérant.

Son armée se composait des « boyars » de tous les rangs et d'autres serviteurs de knias. Certains d'entre eux recevaient de lui des tenures sous cette condition, les « sloujni zemli » appelés « jalovanie », dont le sens exact est « bénéfice » (1). Le service militaire était son obligation principale (2). Chaque « boyarine » allait au combat avec son armée personnelle, qu'il dirigeait lui-même et qu'il recrutait parmi les habitants de ses domaines et ses tenanciers. Mais,

1. ROJDESTVENSK *Fiefs en Moscovie*, Introduction, p. 35, 37, 43.

2. PAVLOV-SILVANSKY. *Féodalité dans l'ancienne Russie*, p. 95-96.

en temps de paix, chacun d'eux vivait paisiblement sur son domaine et s'occupait de la gestion de ses affaires privées. Le chef qui commandait toute l'armée du knias s'appelait « tisiatsky » (1). Il porte dans les documents allemands le titre de « dux » ou « herrzog ». Il avait sous ses ordres de centeniers de la milice bourgeoise. C'était un personnage très influent avec une grande autorité, d'autant plus que sa fonction était devenue viagère et parfois même passait à ses héritiers. Mais elle tomba en désuétude au xiv^e siècle. En outre chaque boyarine venait à la bataille avec son armée, composée de ses vassaux (« deti boyarskie » et « slougui ») indépendants du knias et ses hommes libres (2).

Le conseil du knias se composait de boyars d'un rang supérieur les « boyars wedenie », c'est-à-dire introduits au palais, attachés au knias. Ils étaient d'abord en nombre très limité, 3, 4 ou 5, et à la fin du xiv^e siècle leur nombre s'élève à 15. Ce fut l'origine même du futur parlement russe « boyarskaia douma ». Ces « boyars wedenie » devaient toujours au roi aide et conseil, étaient occupés par d'autres fonctions civiles et n'étaient pas compris dans l'ar-

1. Le nom « tisiatsky » vient du mot « tisiatcha » qui signifie un « mille ».

2. PAVLOV-SILVANSKY. *Féodalité dans l'ancienne Russie*, p. 101-104.

mée. Le knias discutait avec eux toutes les questions de politique, de justice et d'administration : s'il ne le faisait pas, les « boyars wedenié » avaient le droit de le quitter (1).

Les boyars jouissant de l'immunité relevaient directement de la juridiction du knias ou de ses boyars, ainsi que du maire du palais (dvoretsky) choisi dans leur sein. Ils jugeaient en appel sur d'autres questions (2).

L'administration comprenait les « boyars wedenié » et les « boyars poutnie » dont les premiers faisaient partie. Ceux-ci ressemblaient aux grands officiers de la couronne de la monarchie carolingienne. « Pout » veut dire revenus, bénéfice. On appelait ainsi « boyars poutnie » les boyars préposés à l'exploitation de certaines richesses naturelles de la principauté. Certains d'entre eux s'occupaient des routes et des communications, etc. (3).

Puis vient toute une pléiade d'officiers du palais, qui portaient le nom général de « serviteurs » et étaient chargés des services domestiques dans le palais du knias confondus avec les services publics. Ce personnel se recrutait parmi les boyars d'un rang inférieur, « deti boyarskie », ainsi que parmi les

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Origine de la noblesse russe*, p. 30-32.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Boyarskaïa douma*, p. 133.

3. KLIOUTCHEVSKY, *id.*, p. 127-133.

hommes de condition quasi-vervile et servile, « kho-lopi ». Mais le service au palais du knias était honorifique. Pendant la deuxième période l'administration compétente pour les questions de l'exploitation du domaine privé du knias était partagée en quelques ressorts, appelés « pouti », considérés comme très importants. A partir de cette époque l'administration devient compliquée.

La gérance du domaine du knias ainsi que l'exploitation de ses richesses était une question très importante et prédominait toutes les autres. Par suite les chefs de chacun de ces départements jouaient un grand rôle dans l'administration générale (1).

A la tête de tout ce personnel était le « dvoretsky » ou maire du palais. Il avait sous ses ordres le « tchachnik », chef du département d'exploitation des boissons du knias, le « stolnik » (sénéchal), chef du service de table, qui dirigeait aussi l'exploitation des poissons et des potagers, et autres officiers dupalais. Ils administraient les habitants vivant sur le territoire de ces exploitations et, comme à cette époque il n'y avait point de séparation de pouvoirs, toutes les questions d'administration, de juridiction et de finances relevaient d'eux. Le trésorier « kaznotchei » préposé au trésor du knias était un boyarin et avait sous ses ordres d'autres officiers inférieurs dans

1. KLIOUTCHEVSKY. *Boyarskaïa douma*, p. 131.

le district de son département, trésoriers et tiouni qui étaient des juges pour leur district. Ceux-ci étaient ordinairement de condition servile ou quasi-servile et sous la dépendance complète du knias qui pouvait ainsi avoir plus de confiance en eux. En outre il y avait encore un personnel de la chancellerie du knias (1).

§ 2. — *Inféodation des charges publiques.*

L'intérêt public n'étant plus pris en considération, toutes les attributions de la souveraineté comptaient, avec le reste de ses biens, dans le patrimoine du knias. Considérées comme des sources de revenus, elles étaient aussi l'objet d'aliénations, de démembrements, de concessions de toutes sortes, de transactions entre vifs et à cause de mort (2) ; elles étaient aussi inféodées comme la terre et en dehors de celle-ci.

« Les knias concédaient à leurs boyars les droits de
« juridiction et de fisc à titre de patrimoine même
« sans concession de terre. Le district dans lequel les
« serviteurs du knias exerçaient ces droits s'appelait
« leur « votchina ». Mais ils ne pouvaient pas en

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Origine de la noblesse russe*, p. 32-37.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, tome I, p. 443. — TCHITCHERINE. *Études*.

« disposer, puisque dans cette région se trouvaient
« des patrimoines d'autres personnes laïques et ecclé-
« siastiques (1). »

A titre de récompense, le knias concédait aux boyars ou à ses officiers du palais l'exercice d'une fonction publique qui, dans la conception de cette époque était équivalente au droit de percevoir des revenus. Son nom le prouve, « kormlenie » (nourriture) ou « pout » (signifie revenus), profit. Il avait le même sens que le bénéfice germanique et, comme lui comprenait un acte de concession gracieuse. L'institution du « kormlenie » avait un double rôle : elle servait d'une part à un but privé : rétribuer les serviteurs ; d'autre part à un but public : assurer ainsi l'administration du pays. C'était un fief-office (2).

Les boyars qui recevaient ces concessions s'appelaient « boyars poutnie ». Comme il est dit ci-dessus, leurs fonctions étaient de veiller à l'exploitation des richesses naturelles du domaine du knias et d'administrer en même temps tout le territoire dans les limites duquel se trouvaient ces richesses. Ils percevaient les revenus de la justice, de la douane et autres, qu'ils partageaient avec le knias.

1. TCHITCHERINE, p. 84. — *Archives Kolatchov*, livre 2, section, III p. 130.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 24, 109. — KLIOUTCHEVSKY. *Bojarskaïa douma*, p. 128, 129. — PAVLOV-SILVANSKY. *Origine de la noblesse russe*, p. 37.

Certaines divisions administratives étaient aussi attribuées au « namestnik » et au « volostel » à titre de « kormlenie ». C'étaient les mêmes fonctions que celles du prévôt et du maire du village dans le régime féodal français. Ils étaient préposés à l'administration, le premier de la ville, le second de l'ensemble des villages d'une certaine région appelée « volost ». Il arrivait quelquefois que cette fonction se transmettait héréditairement dans la même famille. Cependant le successeur n'y était pas admis sans l'agrément du knias. Mais en principe, cette fonction était temporaire et ne durait que trois ans. Les revenus du domaine servaient d'émoluments à ces administrateurs. Parfois, dans la même ville, il y avait deux prévôts; dans ce cas les profits étaient partagés. Alors ces officiers se plaignaient aux knias de n'en pas avoir à leur suffisance (1). Ils percevaient les redevances, les droits de douane, de péage, rendaient la justice (2). « La justice était considérée comme une source de revenus, dit M. Tchitcherine, et était affermée de façon temporaire ou permanente (3). Si un meurtre était commis et si le meurtrier avait disparu, le namestnik en profitait pour exiger des paysans de la commune où on trouvait le corps de la victime,

1. WLADIMIRSKY-BOUDANOV. *Aperçu de l'histoire du droit russe*, p. 210. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 107.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 24.

3. *Actes historiques*, II, p. 277. — TCHITCHERINE, p. 109, III.

le paiement d'un *wergeld* ou « *vira* » en surplus du « *korm* » qu'il tirait d'eux ordinairement. Cette responsabilité commune était une ancienne coutume fondée sur la garantie réciproque entre membres de la même commune patriarcale, mais qui se transforma à cette époque en une source de revenus (1). »

Le « *kormlentchtik* » ou prévôt rendait la justice sans appels sur les affaires concernant les « *kholopi* » — personnes libres, s'il s'agissait des affaires relatives à leur asservissement ou affranchissement, et sur les affaires criminelles ; pour le reste il pouvait y avoir appel devant le *knias* (2).

Le pouvoir du *namestnik* s'étendait d'abord sur les terres du fisc du *knias* et sur toutes les autres qui n'étaient pas affranchies par une charte spéciale émanant du *knias* (3).

Il avait sous ses ordres d'autres fonctionnaires d'un rang inférieur, qu'il choisissait parmi ses clients libres, quasi-serfs ou serfs, dont il était considéré non comme le supérieur, mais comme le patron.

La population, pendant ses tournées, devait lui donner le gîte et les vivres, ce qui était la cause de beaucoup d'abus (4).

1. TCHITCHERINE. *Études*, p. 24.

2. TCHITCHERINE, *Ib.* p. 210 et s.

3. *Actes de l'expédition archéographique*, t. I, n. 44, 73, 79, 111, 120, 132, 140, 371, 374.

4. TCHITCHERINE. *Études*, p. 109.

§ 3. — *Immunité.*

Un acte gracieux qui conférait à des particuliers et à des communautés certaines attributions de la souveraineté à titre de jouissance s'appelait « jalovanaia gramota », c'est-à-dire la charte gracieuse et était d'une nature identique à l'immunité de l'Europe féodale ce que démontre très bien M. Pavlov-Silvansky (1).

L'immunité appelé « tarkhan » a la même origine que le bénéfice, à savoir la patrimonialité de puissance publique.

La « jalovanaia gramota » que le knias concédait aux riches propriétaires fonciers laïques et ecclésiastiques les soustrayait à la juridiction de ses officiers qui n'avaient plus le droit de pénétrer sur leurs domaines pour aucune raison, et d'autre part les affranchissait de toutes les prestations ou de certaines d'entre elles.

Elle attribuait en outre à l'immuniste le droit de souveraineté sur ceux qui résidaient sur son domaine. La charte était ainsi conçue : Que mes « volosteli » n'entrent pas dans l'enceinte du monastère. Que

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Immunité dans la Russie de la période des apanages.*

mes namestniki et volosteli (les prévôts) et leurs suppléants (tiouni) n'entrent pas chez N... ni chez ses hommes pour quoi que soit (1).

Les immunistes laïques et ecclésiastiques les mieux partagés pouvaient alors connaître non seulement de toute accusation criminelle entraînant une peine afflictive, mais encore de tous les procès civils.

Mais les immunistes ne jouissaient pas tous du même privilège de juridiction. Les uns n'avaient compétence que pour certains procès criminels et procès civils, les autres seulement pour les procès civils(2).

Ils rendaient la justice eux-mêmes ou par leurs officiers propres, juges (tiouni). Sur ce point la charte portait : « Que vos namestniki et tiouni ne jugent ces hommes pour aucune cause et que la juridiction soit réservée à l'abbé lui-même ou à ses préposés(3). »

Au cas où un homme de l'immuniste et un homme d'un autre domaine étaient en litige un tribunal mixte était institué, composé d'un juge du knias « volostel » ou son suppléant, et de l'immuniste

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Immunité*, p. 5. — *Actes historiques*, I, n. 81 (charte du x^e s.). — *Actes de l'expédition archéograph.*, . 47.

2. TCHITCHERINE. *Études*, p. 83, 84, 85, 211 et s. — *Actes historiques*, t. I, n° 115.

3. *Actes historiques*, t. 1, n° 15. — PAVLOV-SILVANSKY. *Immunité*, p. 8, 13, 15

ou son officier représentant, mais l'exécution de la sentence était laissée même dans ce dernier cas aux représentants de l'immuniste laïque ou ecclésiastique (1).

Nous avons dit que la charte gracieuse « gramota jalovanaia » affranchissait aussi en tout ou en partie de redevances et autres prestations. Le knias exemptait les hommes de l'immuniste de l'obligation de payer la douane, les péages, les lods et ventes, etc. (2). Il affranchissait aussi les hommes du domaine privilégié de payer les redevances pendant un certain délai de trois à vingt ans. La dernière concession avait surtout un grand intérêt pour la colonisation du pays et était justement faite en vue de la favoriser (3).

Ces chartes interdisaient aussi aux namestniki et volosteli d'entrer dans le domaine de l'immuniste pour y lever quelque impôt que ce soit et assujettir les habitants à aucune charge.

Cependant il y avait certaines prestations extraordinaires qui étaient dues même par l'immuniste. C'était une contribution prélevée sur tous les habitants et

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Immanité*, p. 10-12.

2. *Actes de l'expéd. archéogr.*, II, 258, 307, 348, 357. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 216, 217.

3. TCHITCHERINE. *Études* p. 182. — *Actes de l'expéd. archéograph.*, II, n. 45.

payée aux Tartares comme tribut, et certains travaux comme la construction de forteresses (1).

Les immunistes affranchis ainsi de la dépendance des prévôts et autres officiers du knias relevaient en vertu de la charte d'immunité du knias lui-même ou de ses officiers d'un rang supérieur, du dvoretsky (maire du palais) ou des boyars wedenié c'est-à-dire boyars introduits au palais du knias (les plus hauts dignitaires) (2).

Il y avait encore d'autres personnes que le knias prenait sous sa protection et sous sa défense, ce qui rappelle le « mundeburdus » germanique. La charte de la cité de Grand-Novgorod qui était, comme nous l'avons vu, un état autonome et exerçait la même souveraineté que le knias dans sa principauté, accorda une protection de ce genre aux marchands du monastère Troitzé-Serguiev pendant leur voyage dans le territoire de Dvinsk qui faisait partie de la cité de Novgorod. Elle les affranchissait des impôts de douane, des impôts sur la vente, de la juridiction des juges locaux et ordonnait aux boyars de Dvinsk, à ses notables et aux marchands de défendre et de protéger comme les leurs « les marchands » du Troitzko-Serguievsk et leurs hommes mêmes dans le cas de conflit de Novgorod (avec la principauté moscovite

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Immunité*, p. 15-20.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Boyarskaia douma*, p. 129.

sur le territoire duquel se trouve ledit monastère). « Je vous ordonne, passadniki (les maires) boyaré (noblesse) et à vos chanceliers et trésoriers de ne pas enfreindre cette charte de Novgorod (1). »

La « jalovanaia gramota », bien qu'elle fût durable, devait néanmoins être confirmée par chaque nouveau knias qui succédait au trône du défunt. La nouvelle charte était copiée sur l'ancienne et pouvait restreindre les droits de l'immuniste. Mais peu à peu on remplaça cette pratique de la copie par une simple signature du nouveau knias en dos de la charte (2).

CONCLUSION SUR LA DEUXIÈME PÉRIODE

Après cet aperçu de la deuxième période de la Russie, si nous faisons la comparaison des liens qui rattachaient les boyars et les personnes de condition franche au knias, nous pouvons constater qu'ils étaient tout à fait faibles et manquaient de sanction. Les hommes libres étaient, d'après l'expression de M. Klioutchevsky, « non pas un élément politique, mais un phénomène économique sur le territoire du knias (3). » Toute distinction entre eux résul-

1. *Actes de l'expédition archéographique*, n° 42 (XV, s.), PAVLOV-SILVANSKY. *Immunité*, p. 22.

2. PAVLOV-SILVANSKY. *Immunité*, p. 24, 27.

3. KLIOUTCHEVSKY. *Cours d'histoire du droit russe*, t. I, p. 441.

taient non pas de leurs droits, mais de leurs devoirs (1). Les uns, les cultivateurs libres, les commerçants et artisans, les paysans en général, étaient tenus à des redevances et autres prestations. Mais le lien fut réel : c'est la terre qui était redevable.

Quant à l'individu, il était astreint à ses charges, tant qu'il restait tenancier d'un seigneur ; mais aussitôt qu'il le quittait, il était franc et libre de toute charge.

Les autres étaient tenus à des services nobles, principalement militaires et attachés au knias par un lien personnel. C'étaient les boyars. Le contrat qui intervenait entre eux était bien faible. L'un, le boyarine, devait service militaire, aide et conseil : l'autre, le knias, devait le protéger, suivre ses conseils, faute de quoi le boyarine était en droit de le quitter. En tout cas, leurs obligations réciproques étaient très vagues et manquaient de sanctions. Le boyarine n'avait même pas de prétexte à alléguer pour se mettre aux service d'un autre. « Aux boyars et aux serviteurs libres, la liberté », telle était la clause de style qui se retrouvait dans tous les traités d'alliance entre les knias (2) Le domaine du boyarine ne souffrait pas de ce changement. Étant son patrimoine, sa

1. VLADIMIRSKY-BOUDANOV. *Aperçu de l'histoire du droit russe*, p. 126.

2. *Recueil des chartes royales* (Sobranie goudarstvennikh gramot) II, n° 28, 76, 127, 144, 390. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 80.

propriété libre, il passait avec son titulaire sans aucune restriction à un autre knias (1).

M. Klioutchevsky, en faisant la comparaison de la féodalité occidentale avec le régime russe de la deuxième période, trouve que, en Europe, les rapports personnels de service (la vassalité) dépendaient des rapports fonciers des titulaires des domaines (la féodalité), tandis que, chez nous, ces rapports restent séparés les uns des autres, coutume qui se maintient toujours dans les engagements entre les knias. Au xiv^e siècle les boyars et les officiers libres servant un knias avaient leurs domaines sur le territoire d'un autre : « La liberté soit aux boyars et aux serviteurs libres. »

M. Klioutchevsky trouve seulement une analogie entre le knias et le seigneur occidental dans ce que l'un et l'autre réunissaient en leur personne les deux qualités de roi et de propriétaire souverain de la terre. Quant aux boyars et aux autres serviteurs libres, ceux-ci n'étaient pas des vassaux (2).

Ainsi, le boyarine était complètement libre de quitter son knias et conserver sa propriété intacte. Au fur et à mesure que les knias de ces États individuels devenaient de plus en plus faibles à raison du morcellement infini de leur patrimoine entre leurs des-

1. VLADIMIRSKY-BOUADNOV, *ibid.*, p. 127-128.

2. KLIOUTCHEVSKY, *Cours d'histoire du droit russe*, t. I, p. 445 et *passim*

cendants, il arriva que les boyars se trouvèrent plus riches et plus puissants dans certaines régions que le knias lui-même et qu'ils entrèrent en lutte avec lui.

Mais est-ce que les liens qui unissaient les hommes libres de l'Europe féodale étaient indissolubles ? Est-ce que cette fragilité des rapports entre colon et patron et entre boyars et knias constitue un côté original du peuple russe ? La loi visigothe dit : « Si ce dernier (le récommandé) choisit un autre patron, qu'il soit libre de se recommander à qui il voudra ; on ne peut l'interdire à un homme libre, car il s'appartient à lui-même ; mais qu'il rende à son patron tout ce qu'il en a reçu (1). » Elle consacre donc la liberté de migration dans des termes très analogues à ceux des traités d'alliance des knias. Or, ce document est d'une date très ancienne et règle les rapports de compagnonnage qui implique justement cette liberté personnelle. Cependant, « même au XII^e siècle », ainsi que l'affirme M. Luchaire, « ce lien n'était pas encore indissoluble... le plus léger prétexte pouvait leur permettre (aux vassaux) de transporter ailleurs leur fidélité et leur hommages, et de changer de suzerain (2). » Ainsi, sauf pour les cas graves, le principe d'indissolubilité de biens de vassalité, intro-

1. GUIZOT, *Hist. de la civilisation en France*, t. III, p. 51. *Lois des Visigoths*, 1 v, tit. 3, 1, 1.

2. A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, p. 40-41.

duit par les capitulaires de Charlemagne ne fut pas toujours maintenu en fait. Quant aux paysans, M. Luchaire constate pour eux la même liberté de changer de patron : « La coutume de certains districts reconnaît (aux serfs), dit-il, jusqu'au droit de désavouer leur seigneur, moyennant l'abandon de tout ce qu'ils possèdent, et de se retirer dans une autre seigneurie (1). »

Par conséquent, ce « désaveu », ce « défi », dont le terme correspondant russe est l' « *otkaz* », se pratiquait aussi dans l'Europe occidentale, et même à l'époque où la féodalité était à son apogée.

Toutefois, ce droit de désavouer, reconnu aux paysans russes était le plus souvent lettre morte, en fait. A la fin du xv^e siècle, comme nous l'avons déjà constaté, les colons étaient presque tous attachés au sol, soit qu'ils ne pussent pas rembourser la dette au seigneur, par suite de leur insolvabilité, soit qu'ils eussent séjourné un certain temps sur les domaines du knias ou des seigneurs laïques ou ecclésiastiques, sur les registres desquels ils étaient inscrits. M. Pavlov-Silvansky établit même une complète identité entre les deux institutions : la *boyarchtchina* et la vassalité. « Les boyars de la période des apanages, comme les vassaux, dit-il, sont avant tout des hommes libres attachés au knias par un lien purement personnel et volontaire qu'ils peuvent, par suite rompre à leur gré.

1. A. LUCHAIRE, *ib.*, p. 115.

Ce caractère personnel du lien est l'essence même de l'institution de la vassalité. Même à l'époque féodale, alors qu'au contrat personnel vient s'ajouter le contrat réel, le premier garde longtemps encore son caractère prédominant et ne se confond pas avec le second.

Ce n'est qu'à la fin du moyen âge, à l'époque du triomphe de la royauté et du régime centralisateur que ce lien réel sanctionne le lien personnel » (1).

« Que l'indissolubilité des liens de vassalité ne constitue pas l'essence de la féodalité, c'est ce que prouvent les hésitations du pouvoir législatif qui essayait de l'établir. Charles le Chauve, en 847, se basant sur les édits de ses prédécesseurs, stipula que personne ne doit quitter son seigneur *sine justa ratione*. Peu de temps après, en 856, il permit de changer de patron... (2) Donc, dit le même auteur, l'engagement du vassal était à l'Occident aussi temporaire, aussi instable que chez nous. Les vassaux occidentaux étaient des serviteurs aussi libres que nos boyars. Tout cela permet de rapprocher le service des boyars de celui des vassaux et même de reconnaître l'identité de ces deux institutions juridiques (3). »

« Toute la différence consiste en ceci que quelques

1. PAVLOV-SILVANSKY. *La féodalité dans la Russie ancienne*, p. 98.

2. PAVLOV-SILVANSKY. *Rapports féodaux dans la Russie des apanages*, p. 13.

3. PAVLOV-SILVANSKY, *Féodalité*, etc., p. 98.

rois féodaux s'efforçaient en vain de restreindre la liberté des vassaux ; tandis que nos knias apanagistes considéraient ouvertement leurs boyars comme des serviteurs libres (1). »

En n'envisageant les deux institutions qu'au point de vue social, nous pouvons nous rallier à l'opinion de M. Pavlov-Silvansky. Mais lorsque nous examinons le lien de vassalité à l'époque de la féodalité, quand le vassal est non plus seulement compagnon du seigneur, mais encore concessionnaire d'une de ses terres, quand il est lié à lui et par un contrat personnel, caractéristique de l'antrustionat et du début de la vassalité et par un contrat réel qui s'y ajoute à l'époque féodale, on constate le raffermissement de ce lien du fait même qu'il devient réel.

Comme déjà sous l'empire de la loi visigothe, le vassal est obligé de rendre au patron tout ce qu'il reçoit de lui, il se garde d'autant plus à rompre à la légère le lien qui l'unit à lui, *à fortiori* lorsqu'il devient tenancier de son seigneur.

Ayant mis son capital dans l'exploitation de son fief, seigneur lui-même d'autres personnes investies par lui d'une tenure sur la même terre, il réfléchira beaucoup avant de briser le lien de vassalité : il ne le fera que quand il est assez puissant pour ne plus rien risquer ou trop pauvre pour perdre quelque chose. Ainsi, la terre attache plus solidement le

1. PAWLOV-SILVANSKY, *Féodalité*, etc., p. 15.

vassal à son seigneur, bien que le lien reste en même temps personnel et volontaire. Ce même fait explique que ce lien change de caractère et devienne héréditaire (1).

A l'appui de cette assertion nous pouvons invoquer l'opinion de M. Fustel de Coulanges. Les capitulaires rappellent les devoirs des vassaux ou des clients envers leurs patrons : « Celui qui aura reçu un bénéfice de l'homme auquel il s'est recommandé, lui devra toute l'obéissance qui est due par les hommes à leurs seigneurs. » L'ensemble de ces devoirs était ordinairement exprimé par le mot *fidélité fides*. Il se composait d'une série d'obligations très rigoureuses. L'une d'elle consistait à suivre son maître partout où celui-ci voulait amener son homme... De telles règles formées en dehors de la monarchie, sont maintenant reconnues et consacrées par l'autorité monarchique elle-même » (2).

Voilà un autre passage du même auteur : « Les devoirs de la fidélité étaient tellement rigoureux, tellement sans limites, ils constituaient une subordination si complète de tout l'être humain qu'il était mora-

1. Il nous semble, en outre, que lorsque Guizot et M. Luchaire parlent de cette rupture des liens de vassalité, c'est comme d'une exception et non comme d'une règle. Le principe était l'indissolubilité des liens.

2. FUSTEL DE COULANGES, t. IV. *Les transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne*, p. 604, 610, 587.

lement impossible d'être à la fois fidèle du prince et fidèle d'un seigneur »...« (Le contrat) était rompu par la mort de l'une ou de l'autre des deux parties.

« Quand un homme, dit M. Esmein, recevait des fiefs de plusieurs seigneurs et devenait ainsi le vassal de chacun d'eux, il faisait l'hommage lige à son seigneur primif, c'est-à-dire « la promesse de défendre et de servir le seigneur envers et contre tous, même contre ceux dont il recevait postérieurement des fiefs (1). »

En Russie, nous constatons un fait contraire ; le boyarine est un propriétaire indépendant ; sa « votchina » est son patrimoine, sa propriété pleine et libre. Les knias, dans leurs traités d'alliance, s'obligeaient mutuellement à reconnaître la liberté de migration des boyars et des serviteurs libres, et de ne pas les punir par la confiscation de leurs biens. La souveraineté étant patrimoniale et les boyars étant des propriétaires indépendants des âlleux, il paraissait tout naturel au boyarine de mettre sa terre sous la souveraineté d'un autre seigneur. Mais, à partir du xiv^e siècle, quand le bénéfice commence à se faire jour, il ne confère à son titulaire qu'un droit limité et conditionnel ; dont il jouit tant qu'il reste fidèle à son seigneur, reste à son service ; le lien de vassalité qui unit le boyarine au knias devient par ce fait plus

1. ESMEIN, *Cours d'histoire du droit français*, p.193.

solide et par là même exerce une certaine influence sur le sort des boyars en général. Pourtant, ce fait ne se produira que dans la période moscovite dont il sera question dans la section prochaine.

Section III

LA PÉRIODE MOSCOVITE DES XV^e-XVI^e SIÈCLES

Dans la période précédente, nous avons déjà vu apparaître certains traits caractéristiques de la féodalité, à savoir : 1^o la concentration de grands domaines et le caractère patrimonial de l'État ; 2^o la propriété limitée et conditionnelle : la tenure ; 3^o l'asservissement des paysans attachés au sol, au moins en fait ; 4^o le démembrement de la souveraineté, l'inféodation des services publics, et l'immunité qui se maintient jusqu'à la deuxième moitié du xvi^e siècle.

Nous avons constaté aussi que les boyars constituaient l'armée du knias seigneur, sa juridiction et son conseil. Seulement, les liens qui les unissaient au knias étaient très faibles, et leurs devoirs manquaient de sanction, puisque leurs domaines étaient des propriétés libres et indépendantes.

Nous avons vu naître également le bénéfice, « jàlovanié » (sloujnia zemlia), bien qu'il reste dans la deuxième période à l'état embryonnaire. Il nous

reste à suivre maintenant l'évolution de ces deux dernières institutions, la vassalité et le fief, qui atteignent leur apogée dans la principauté de Moscou.

Grâce à sa situation géographique, grâce aux qualités politiques et administratives des knias successifs, la principauté de Moscou devint peu à peu une seigneurie plus riche et plus puissante que ses voisines, et nous la voyons les absorber graduellement l'une après l'autre. Sa puissance augmentait de telle sorte qu'on était porté à la considérer comme une monarchie absolue : la Moscovie, en effet, représentait, après l'abolition du joug tartare, une unité nationale plus forte ; d'autre part, le knias moscovite était déjà si puissant qu'il prit dès le ^{xv}^e siècle le titre d'autocrate. Mais l'unité nationale a toujours existé en Russie, ainsi que l'atteste M. Klioutchevsky ; c'est l'unité politique qui faisait défaut. Et quant au « titre d'autocrate, il ne se concevait que relativement à la politique extérieure. Cela voulait dire que, la domination tartare abolie, le knias moscovite n'était plus vassal de personne, qu'il ne devait de tribut à personne : mais sur la politique intérieure, il n'avait pas un pouvoir absolu (1). »

Dans l'intérieur du pays, le knias resta seigneur jusqu'à la deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle ; il conti-

1. Klioutchevsky, *Boyarskaïa douma*, p. 258, *Cours*, p. 152.

nuait à considérer sa principauté comme un « patrimoine », il lui donnait même ce nom « otstchina » et le transmettait avec ses autres biens, sa ceinture, ses porcelaines, à ses héritiers. « Est-ce que je ne suis pas libre de donner mon patrimoine à qui je veux ? » disait-il. La concession de la souveraineté à titre de fief office ou de l'immunité continuait à se pratiquer dans la principauté moscovite comme dans la période des apanages. Peu à peu, au lieu de partager la principauté entre les descendants du knias, on commence, à la fin du xv^e siècle et au commencement du xvr^e siècle, à désigner un héritier présomptif au trône. Les autres descendants du knias ne recevaient que des parties de la principauté d'une importance moindre et avec un droit de souveraineté plus restreint.

Mais cette pratique se heurtait à une opposition de la part des boyars qui rappelle celle des seigneurs français au début de l'époque des Capétiens. De même que « Henri I^{er}, à la mort de son père, eut à lutter contre la plus formidable des coalitions et que sous la minorité de Philippe I^{er}, le régent Baudoin se vit obligé de parcourir avec ses soldats flamands certaines parties de la France et de la Bourgogne pour effrayer les rebelles par d'impitoyables exécutions » (1), Jean III découvrit une coalition contre

1. A. LUCHAIRE. *Histoire de la France sous les premiers Capétiens*, p. 78.

la succession au trône de son fils Basile III, et eut recours à des moyens aussi énergiques pour l'éteuffer. Jusqu'à Jean le Terrible inclusivement, dit M. Klioutchevsky, ce fut principalement cette question qui engendra les luttes continuelles entre le knias et les boyars. Cela ne prouve pas que la monarchie fut absolue à cette époque.

Nous avons fait la même constatation en France, et cependant, au XI^e siècle, la féodalité y avait atteint son apogée. Cela montre, au contraire, que les boyars, ainsi que les seigneurs, au XI^e siècle, étaient une force considérable dont le knias, comme le roi, devait tenir compte. A propos de ce soi-disant absolutisme de Jean III et Basile III, qui décidaient toutes les affaires politiques avec leurs favorites, ne consultant plus la boyarskaïa douma que par tradition, nous nous rappelons le passage de *l'Histoire des Capétiens* de M. Luchaire qui dit : le roi était regardé comme un « souverain d'institution divine ; il ne commande pas seulement à des vassaux, mais à ses fidèles, on peut même dire à ses sujets... Il s'est toujours considéré comme investi d'un pouvoir bien supérieur à celui de la suzeraineté, si haute et si générale qu'on la suppose... L'aristocratie réunie dans la cour du roi n'a jamais pu constituer un obstacle sérieux à l'exercice du pouvoir souverain (p. 50-51). » Et cependant, M. Luchaire décrit l'époque des XI^e et XII^e siècles.

Ainsi M. Luchaire contrairement aux historiens,

partisans de la doctrine de disparition de la puissance publique à l'époque féodale soutient la thèse de l'existence de celle-ci. Amoindrie souvent, peu visible au travers de toutes les institutions féodales elle reste néanmoins vitale. Il s'oppose même au terme de monarchie féodale que la plupart des historiens donnent à cette époque

A partir du xv^e siècle la principauté moscovite tend en effet vers la monarchie, mais vers la monarchie féodale (qui dure jusqu'au xviii^e siècle, jusqu'à la monarchie de Pierre le Grand).¹⁾

C'est du xv^e au xvi^e siècle que la féodalité présente tous ses caractères essentiels, bien que n'ayant pas la même puissance que la féodalité occidentale, puisque la monarchie moscovite était plus forte à cette époque que celles de l'Europe féodale et elle a mis les mains sur toutes ces institutions.

1) Nous employons ce terme: "la monarchie féodale" qui répond justement à l'idée.

CHAPITRE PREMIER

LA VASSALITÉ

Déjà dans la période précédente nous avons constaté que certains descendants de la famille nombreuse du knias patriarche se sont par suite du sectionnement des biens appauvris au point de n'avoir d'autres ressources que de se recommander à un prince riche et puissant et de placer leurs petites principautés sous sa protection.

A partir du xiv^e siècle, quand la principauté moscovite devint plus puissante que les autres, c'est à celle-ci qu'il se recommandèrent de préférence.

La clause figurant dans les engagements entre les knias : « Que nos boyars et nos serviteurs de condition franche aient toute liberté » s'étend aussi aux knias recommandés. Par conséquent, les knias recommandés changeaient de knias seigneurs aussi facilement que les boyars et plaçaient en même temps leurs principautés sous l'égide d'un autre knias.

Cependant, à partir du ^{xiv}^e siècle, les préceptes de l'Église exigent des boyars qu'ils soient fidèles à leurs knias seigneurs et taxent de trahison le fait de passer d'un knias à l'autre (1). D'autre part, nous voyons les knias aussi s'opposer à cette coutume. A côté de la clause précédente, ils en introduisent une autre contenant cette restriction.

En 1385, nous retrouvons une clause dans l'engagement d'un knias moscovite avec un autre, confirmant l'ancienne coutume de liberté personnelle pour leurs boyars de changer de knias sans préjudice pour leur patrimoine, mais qui dit cependant :

« Pour ceux de tes boyars demeurant dans notre principauté et patrimoine, dans la grande principauté moscovite, c'est à nous (knias moscovite) de les défendre comme les nôtres et de prélever l'impôt sur eux, comme sur les nôtres, et pour ceux de nos boyars demeurant dans ta principauté et ton patrimoine, c'est à toi de veiller sur eux comme sur les tiens et de prélever l'impôt sur eux (sur les habitants de leurs domaines) comme sur les tiens (2). »

« La justice et l'impôt dépendent des eaux et domaines, c'est-à-dire que la juridiction est rendue et l'impôt perçu par les autorités du pays de domicile

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Origines de la noblesse russe*, p. 41.

— KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, II, p. 450.

2. PAVLOV-SILVANSKY. *Origines de la noblesse russe*, p. 25.

du boyarine (1) ». Cette clause constitue une sanction de plus en plus répandue qui raffermirait les liens entre les boyars ou knias recommandés et leurs seigneurs.

Dès la deuxième moitié du xvi^e siècle nous voyons dans les engagements une autre clause encore sanctionnant la fidélité des boyars par la privation complète de leurs domaines. Cette clause apparut d'abord dans les engagements de la commune de Novgorod, la plus puissante à cette époque. En 1368, elle déclare : « les villages et les terres des boyars dans les cas où ils s'en vont sont confisqués par le Grand-Novgorod, et ces boyars et serviteurs en seront privés (2). »

Les knias moscovites n'introduisirent cette sanction dans leurs engagements qu'au commencement du xvi^e siècle. Le knias moscovite Jean III dit dans son testament, en 1504 : « Qu'aucun de nos boyars ou des enfants des boyards (les boyars d'un rang inférieur) avec leurs patrimoines et acquêts ne se recommande à personne ; si quelqu'un se recommandait, ses terres passeraient à mon fils (3). » Jusqu'au

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Origines de la noblesse russe*, p. 25. *Recueil des chartes royales* (Goudarstvennitch Gramot), t. I, nos 28, 76, 80. — TCHITCHERINE, *Étude*, p. 78.

2. PAVLOV-SILVANSKY. *Origines de la noblesse russe*, p. 40.

3. *Recueil des chartes royales* (Sobranie gosoudarstvennikh gramot), I, I, p. 391. — TCHITCHERINE. *Études*, p. 87.

xvi^e siècle, les knias moscovites, dans les traités d'alliance, maintenaient l'ancienne coutume, permettant à leurs boyars réciproques de changer de knias seigneurs sans préjudice pour leurs biens. Les boyars des principautés étrangères attirés par la puissance et la richesse de celle de Moscou, vinrent grossir le nombre des boyars indigènes, tandis que ces derniers maintenus par la force brutale de leur knias, étaient empêchés de se recommander à un autre.

Les knias recommandés subirent le même sort avant les boyars. La clause leur interdisant de se recommander à un autre knias frappait leurs biens de déchéance en cas d'infraction (1).

Ainsi les liens qui unissaient les knias recommandés et les boyars aux knias seigneurs prennent plus de consistance, reçoivent une sanction et deviennent analogues à ceux des vassaux avec leurs seigneurs. Cependant, les knias recommandés, devenus vassaux d'un autre knias, se distinguaient des autres vassaux boyars, par leurs prérogatives de souveraineté qu'ils continuaient à exercer sur leur domaine grâce à leur origine, tandis que les boyars en jouissaient dans des limites beaucoup plus restreintes et en vertu d'une concession expresse (*jalovannaïa gramota*). « La souveraineté du knias moscovite ne se substituait pas à celle des knias apanagistes, mais s'y super-

1. ROJDESTVENSKY. *Fiefs en Moscovie*, p. 53 et s.

posait : le nouveau régime gouvernemental était, pour ainsi dire, un ensemble de liens et d'institutions qui couvrait l'ordre de chaque préexistant sans l'anéantir tout d'abord (1). »

Ces knias recrutaient et commandaient jusqu'au xvi^e siècle leurs troupes qui combattaient sous leurs ordres ; ils rendaient la justice et prélevaient les impôts sur les habitants de leur domaine. Ils avaient leur personnel d'officiers et de boyars. La clause : « les officiers du knias seigneur ne doivent pas pénétrer dans le domaine du knias recommandé pour quoi que ce soit » se trouve dans les engagements jusqu'à la deuxième moitié du xvi^e siècle.

Par conséquent, ces boyars et ces knias n'étaient pas de simples sujets du knias seigneur ; c'étaient des compagnons, des vassaux, liés envers lui par des contrats personnels, seigneurs eux-mêmes dans leurs domaines et chefs ainsi d'un groupement féodal.

1. KLIOUTCHEVSKY. *Boyarskaïa douma*, p. 251.

CHAPITRE II

LE FIEF

Le domaine du knias recommandé ou des boyars, pour être placé sous la suzeraineté du knias seigneur, n'en continuait pas moins à être considéré comme leur patrimoine dont ils pouvaient disposer librement. Ils pouvaient l'aliéner, le transmettre à leurs héritiers et en disposer par telles transactions qu'ils voulaient.

Mais à côté de cette propriété libre, une autre se fait jour, et au ^{xiv}^e siècle ne tarde pas à se généraliser. C'est un droit limité et conditionnel sur la terre, une tenure en quelque sorte noble. A côté des boyars et serviteurs libres du knias, liés envers lui par un contrat qu'ils pouvaient rompre à tout moment sans préjudice pour leur domaine, il y avait encore un personnel de serviteurs du knias, d'officiers du palais, les uns de condition libre, recruté parmi les boyars d'un rang inférieur, les autres non

libres, d'une condition quasi-servile. Les uns et les autres étaient entretenus dans le palais du knias, ou bien recevaient de lui, pour en jouir *personnellement*, des terres appelées « jalovanié » traduction exacte du terme bénéfice, qu'il leur concédait à *titre gratuit* sur son propre domaine (1). Le droit qu'ils avaient sur cette terre était précaire ; il était temporaire, le plus souvent *viager* ; en outre, il était à la fois *limité* en ce sens que le droit de disposition était réservé, et *conditionnel* en ce sens que le titulaire n'en pouvait jouir qu'à charge de services effectués au palais du knias ou sous sa bannière.

Dans un testament de 1410, le knias écrit : « Celui de mes serviteurs qui ne voudra pas demeurer sur mes domaines, sera privé de sa terre et pourra s'en aller ; mon fils Jean n'a pas besoin de ceux qui n'auront pas été l'objet d'un acte d'asservissement ; leurs terres seront dévolues à mon fils Jean (2). » Il n'y avait pas que ces tenures qui avaient ce caractère conditionnel et limité ; mêmes les terres achetées par ces serviteurs le revêtaient. Non seulement sur le domaine du knias, mais aussi sur ceux de l'Église, nous voyons des concessions de terre de ce genre (3),

1. ROJDESTVENSKY. *Fiefs en Moscovie*, p. 33-44.

2. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, II, p. 277. — *Recueil des chartes royales*, II, p. 86. — TCHITCHERINE, *ib.*, p. 78.

3. ROJDESTVENSKY. *Fiefs en Moscovie*. Introduction.

appelées les unes et les autres *sloujeni zemli*, « jalovania ».

Mais au fur et à mesure que la principauté moscovite s'étendit et gagna en puissance, ce personnel d'officiers du palais devenait plus nombreux. Ne pouvant plus les entretenir dans son palais, d'une part, et d'autre part n'ayant pas assez d'argent pour les rétribuer, les knias prirent de plus en plus cette habitude, à la fois commode et utile pour la culture de la terre. C'est à partir du xv^e siècle qu'ils commencèrent à récompenser tout ce personnel d'officiers par des tenures appelées *pomiestiés*. Ainsi l'institution de pomiestié a son origine dans celle de « jalovanie ». Sa nature juridique est identique à celle-ci.

Le pomiestié est comme le jalovanie une concession *gratuite* faite à titre de récompense pour le service. C'est une concession *personnelle* : elle établit un lien personnel entre le concédant et le concessionnaire, ce qui explique les deux autres conditions : elle est *limitée*, le concessionnaire n'en a que la jouissance, sans en pouvoir disposer, ni entre vifs, ni à cause de mort ; elle est au début *viagère*. C'est une concession *conditionnelle* en ce sens que son titulaire est obligé au service, principalement au service militaire ; s'il ne remplit pas cette condition son concédant (l'Église ou le knias) peut lui reprendre la terre. N'y a-t-il pas là une grande analogie avec le fief, identité même ?

M. Pavlov-Silvansky dit en effet : « Le pomestié, concédé sous condition de service est identique à l'institution occidentale de bénéfice. Il existait encore dans la période des apanages et s'appelait alors « jalovanie », terme qui traduit exactement celui de bénéfice. Dans les traités que concluaient les knias entre eux il prenaient des engagements contre leurs serviteurs qui possédaient les « jalovanie » (bénéfice) : « Celui de nos serviteurs qui aura quitté notre oudel (la principauté individuelle), sera privé de la terre. » Un knias du commencement du xv^e siècle écrit dans son testament : « Si ce serviteur reste au service de mon fils, le village demeurera à lui ; s'il quitte son service on le lui reprendra. » La même clause faisait partie des chartes ultérieures ayant pour objet la concession de pomestié. « J'ai donné en bénéfice à N... le village pour tout le temps qu'il restera à mon service et à celui de mes enfants. » C'est encore comme la traduction du texte latin, relatif à la concession de bénéfice : tant qu'il nous servira fidèlement nous et notre cher fils (1).

En même temps, la principauté moscovite, en étendant ses domaines prit contact avec les autres pays étrangers. Ayant dès lors besoin d'une armée plus nombreuse, elle a surtout apprécié le service mili-

1. PAVLOV-SILVANSKY. *Féodalité dans la Russie ancienne*, p. 109-110.

taire, et comme les liens qui unissaient au knias seigneur les boyars et les knias recommandés étaient devenus plus solides sans pouvoir être rompus par les caprices de ces derniers, les knias moscovites commencent à leur concéder aussi des terres au même titre et aux mêmes conditions qu'à leurs officiers du palais. En 1500, une vingtaine d'années après la conquête de la commune de Novgorod, nous voyons déjà dans ses deux districts 106 fiefs comprenant 3.000 feux avec 4.800 habitants, paysans et personnel du domaine du seigneur féodal (1). Les terres du domaine privé du knias ne suffisant plus pour concéder des fiefs à toute cette noblesse civile et militaire, le knias moscovite en constituait sur les domaines du fisc (tchernia zemli), dont il est question plus haut.

Ainsi, les boyars et les officiers du knias seigneur se sont rapprochés les uns des autres et par leurs obligations, et par le caractère des terres qu'ils tenaient de leur seigneur knias moscovite, et se sont identifiés aux vassaux de l'Europe féodale, les uns comme les autres. Leurs tenures étaient nobles ; les titulaires en étaient obligés à des services militaires ou civils et à des redevances. La terre prend beaucoup plus d'importance et, comme dans l'Europe féodale, sert de base à tous les rapports sociaux. C'est le titre auquel on possède qui détermine l'état des person-

1. KLIOUTCHEVSKY. *Cours*, t. II, p. 277-278.

nes. La terre présente maintenant un double intérêt : un intérêt financier, par ses titulaires tenus à des redevances ; et un intérêt militaire ou civil, par ceux qui étaient obligés de s'acquitter envers le knias seigneur de services nobles militaires ou civils. Même les terres de l'Église n'étaient pas affranchies de cette dernière obligation, sinon directement, au moins par le personnel de ses vassaux, hommes de fief qui les tenaient de celle-ci sous cette condition (1).

Ainsi, à côté du contrat personnel libre qui unit les nobles à leurs seigneurs intervient en outre le contrat réel, la concession de terre qui sert de base et de sanction au premier, « et c'est même le trait caractéristique du régime féodal » (M. Esmein) : le lien personnel pur et simple ne caractérise que l'époque précédant la féodalité.

1. TCHITCHERINE, *Études*, p. 84. — ROJDESTVENSKY, *Fiefs en Moscovie*. Introduction.

TROISIÈME PARTIE

PROBLÈME DE LA FÉODALITÉ RUSSE

A présent, il nous reste à répondre à la question posée au commencement de ce travail : la structure sociale de la Russie du moyen-âge, peut-elle être considérée comme féodale ?

Nous avons exposé les éléments constitutifs de la féodalité. Ce sont, d'une part, le groupement féodal, et, d'autre part, la seigneurie. Nous avons vu que ce groupement féodal a pour base le fief. Ce fief, nous le rencontrons dans la Russie sous le nom de *pomiestié*. Comme le fief, le *pomiestié* est une tenure noble, concédée par le seigneur, le knias ou l'Église, à une autre personne, le boyarine ou l'officier du knias (serviteur) à titre *gratuit*. Le *pomiestié*, comme

le fief, est une concession *limitée* qui ne confère à son propriétaire qu'une simple *jouissance* sans pouvoir d'aliénation, et *conditionnelle*, parce qu'elle implique certains services du vassal, principalement services militaires. Le pomiestié, comme le bénéfice de l'époque carolingienne, qui est l'origine du fief, est une concession *viagère*. Très lent à se développer, il est héréditaire quand la principauté moscovite est devenue une monarchie. Elle établit le gouvernement central, fit réglementer par lui cette institution d'essence purement féodale et l'approprià à ses fins. Elle en fit un moyen de coloniser le pays, de s'assurer une armée dont elle avait alors surtout besoin. Le pomiestié de cette deuxième phase de son évolution est soumis aux mêmes restrictions que le fief, au droit d'aînesse et au droit de masculinité. La personne qui recevait le pomiestié était liée envers son seigneur laïque ou ecclésiastique, le knias moscovite ou l'Église, par un contrat personnel qui est devenu réel. Il devait fidélité à son seigneur, sinon il était déchu de son droit sur la terre qu'il tenait en pomiestié, et semblable sort était réservé, à partir du xv^e siècle, même à ses domaines patrimoniaux (votchina). Il y avait encore une tenure fictive : le knias recommandé ou le boyarine était censé tenir ses domaines du knias moscovite pour les lui avoir recommandés d'abord et les avoir repris ensuite à un titre inférieur, sans pouvoir les recommander à un autre.

Les boyars, les knias recommandés et les officiers du palais formaient l'armée du knias, son conseil (boyarkaïa douma), sa juridiction (wédénii boyars, les officiers du palais, les boyars namestniki et volosteli). Ainsi toutes les charges que remplissaient les boyars en vertu du contrat personnel et en même temps réel et qui assuraient ainsi le fonctionnement de ce groupe féodal, les rapprochaient des vassaux occidentaux.

A la base de ce groupe féodal étaient les colons, les cultivateurs libres, et les personnes d'une condition quasi-servile et servile qui subvenaient aux besoins économiques du groupe entier par leur travail et par leurs redevances, mais qui, au point de vue politique, ne jouaient qu'un rôle secondaire et tout à fait subordonné. Ils n'avaient de rapports qu'avec leur seigneur immédiat, knias, boyar ou monastère, dont ils recevaient la terre aussi à titre limité et conditionnel. Ils s'obligeaient envers ces derniers à certaines redevances et devoirs en échange de la protection qu'ils recevaient d'eux. « Ainsi, dit Tchitchérine, s'est constituée une hiérarchie de propriétaires fonciers semblable à celle de la féodalité occidentale. Au sommet, se trouvait le knias (moscovite), le propriétaire souverain, puis, par gradation descendante, le boyarine, qui avait le droit de justice et de fiscalité, le monastère, qui disposait de la terre comme de sa propriété, le fils de boyarine (boyarine d'un

rang inférieur), qui la possédait temporairement à charge de services, enfin le paysan. Ainsi, à la même terre étaient attachés les droits de toute une hiérarchie de personnes, et toutes la tenaient les uns des autres (1). »

« Ce groupe féodal, comme dit M. Esmein, est organisé pour se suffire à lui-même ; il n'est pas nécessairement isolé dans la société ; régulièrement, il ne doit pas l'être (2). » Mais dans la Russie féodale, ce groupe se suffisant à lui-même présente cette particularité entre autres qu'il est complètement isolé et que ses échelons hiérarchiques sont bien moins nombreux que ceux de l'Europe féodale.

Le deuxième élément constitutif de la féodalité est la seigneurie, la patrimonialité de la puissance publique. « La seigneurie, dit M. Esmein, n'est autre chose que la souveraineté ou un démembrement de la souveraineté qui a passé dans la propriété privée dans le patrimoine de certains individus. »

Nous avons constaté dans la Russie médiévale l'existence de cette souveraineté faisant aussi partie, du patrimoine des knias qui la transmettaient avec leurs autres biens et au même titre que ces derniers à leurs héritiers. Cette puissance publique démem-

1. TCHITCHÉRINE. *Études*, p. 84.

2. ESMEIN. *Cours d'histoire du droit*, p. 178.

brée, ils la concédaient à titre de bénéfice à leurs fidèles compagnons et serviteurs boyars. Ils la déléguaient aussi par des chartes à de riches propriétaires fonciers laïques ou ecclésiastiques. Nous avons vu que c'étaient les droits de justice et de fisc qui constituaient à cette époque les principaux attributs de la souveraineté; on la concevait alors comme l'exercice de la puissance publique, comme source de revenus.

En vertu de cette délégation de la puissance publique, le propriétaire foncier laïque ou ecclésiastique (boyarine ou monastère) était considéré comme souverain des habitants de son domaine, et ce dernier représentait un petit État qui assurait lui-même son fonctionnement et qui était fermé aux représentants du pouvoir central.

La conclusion naturelle de cet exposé est que la Russie a passé aussi par le régime féodal. Seulement celui-ci fut très lent à s'y développer. Cela s'explique par l'irrégularité de la colonisation du pays, déterminée par diverses causes, les unes économiques, comme les conditions du rendement du sol, les autres politiques, dues elles-mêmes aux précédentes, comme l'ordre de succession.

Ces liens de vassalité des boyars au knias mirent tant de siècles à se former et à se raffermir! Aussi, au moment où la féodalité russe atteignit son apogée, elle eut à peine le temps de se manifester nettement

que la puissant oemse seigneurie ovite songea à lui imposer ses volontés et à réaliser une centralisation politique qui lui fit perdre son ancien caractère patrimonial.

Vu : le Président de la thèse
ESMEIN

Vu le Doyen :
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
 PREMIÈRE PARTIE. — L'ÉTUDE GÉNÉRALE DE LA FÉODALITÉ.	
CHAPITRE I. — Le rôle de la terre dans le régime féodal	17
CHAPITRE II. — Les caractères essentiels de la féodalité.	22
 DEUXIÈME PARTIE. — LA RUSSIE DU MOYEN AGE AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE SOCIAL ET POLITIQUE	
Section I. — La première période, la Russie de Kiev du ix ^e au xiii ^e siècle	30
Section II. — Deuxième période, du xiii ^e au xv ^e siècle.	55
CHAPITRE I. — Formation de trois grandes régions de la Russie distinctes au point de vue économique, social et politique	58
§ 1. — <i>Le territoire des cités républiques Novgorod-Pskov.</i>	60
§ 2. — <i>La Russie septentrionale.</i>	66
§ 3. — <i>La Russie Centrale.</i>	67
CHAPITRE II. — Le démembrement de l'État	69

CHAPITRE III. — Le régime du sol.	73
§ 1. — <i>Les domaines privés du knias</i> . . .	73
§ 2. — <i>Les domaines privés laïques et ecclé-</i> <i>siastiques</i>	78
§ 3. — <i>Les domaines du fisc du knias</i> . . .	86
CHAPITRE IV. — L'organisation politique	94
§ 1. — <i>Organisation politique de chaque prin-</i> <i>cipauté</i>	94
§ 2. — <i>Inféodation des charges publiques</i> . .	98
§ 3. — <i>Immunité</i>	102
<i>Conclusion sur la deuxième période</i>	106
Section III. — La période moscovite des xv ^e et xvi ^e siècles.	115
CHAPITRE I. — La Vassalité	120
CHAPITRE II. — Le Fief.	125
TROISIÈME PARTIE. — LE PROBLÈME DE LA FÉO- DALITÉ RUSSE	131

ERRATUM

Page 8, 4^e ligne, *au lieu de l'étagé, lire : l'étape.*

— 32, 4^e ligne, *au lieu de 876, lire : 846.*

— 34, 9^e et 10^e lignes, *au lieu de* privés de tout droit
privé et politique *lire :* privés de tout droit de cité
et de famille.

— 46, 23^e ligne, *au lieu de : année 975, lire : année 945.*

— 79, 13^e ligne, *au lieu de : d'émigration, lire : de migration.*

— 89, 9^e ligne, *au lieu de : au fief, lire : au knias.*

— 91, note 1, *au lieu de : archéologique, lire : archéographique.*

— 103, 15^e ligne, *au lieu de : vos, lire : nos.*

— 119, 10^e ligne, *renvoi en note omis : J'emploie ce terme
la monarchie féodale qui répond justement à l'idée.*

— 136, 1^{re} ligne, *lire : que la puissante seigneurie moscovite...*

